

### Réception des Fêtes 2021



Benoit Raymond, Isabelle Chénier, l'hon. John Reid et Keith Penner.



Ron Catterall et Marlene Catterall, la très hon. Kim Campbell et Dorothy Dobbie.



Benoit Raymond, Mark Fraser, Anthony Merchant, l'hon. Pana Merchant, Gina Hartmann, Bernadette Salama et Léo Duguay.



Matthew Dubé et l'hon.Gar Knutson.



Dorothy Dobbie, Chungsen Leung et la très hon. Kim Campbell.



Collaboratrice sortante, Céline Brazeau-Frazer; sa remplaçante Isabelle Chénier, et Susan Simms.

Page 2

# Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

Volume 18, Numéro 1 Été 2022

### **TABLE DES MATIÈRES**

Réception des Fêtes 20212	Fonctionnement	. 21
Devenez membre de l'ACEP4	Par l'hon. John Reid	
Rapport de la présidente5 Par Dorothy Dobbie	Il me semble Par Dorothy Dobbie	22
Voyage d'études aux îles de Saint-Martin et de la Barbade6	L'avenir est plus grand	. 23
Par Dorothy Dobbie	Députés musicaux : groupes de musique	
Célébrer le 100e anniversaire de l'arrivée des femmes au Parlement10	sur la Colline Par Ty Bradley	. 25
Par Gina Gill Hartmann	Hélène LeBlanc se demande pourquoi il n'y	
Le Quai 21 a offert un accueil chaleureux à de nombreux immigrants, notamment	a pas plus de collaboration à la Chambre Par Gina Gill Hartmann	. 26
à l'ex-sénateur Con Di Nino 12 Par Gina Gill Hartman	L'hon. James Moore a mis son expérience parlementaire derrière lui pour jouer	
La collaboration au Parlement vue par les femmes	le rôle le plus important de sa vie Par Gina Gill Hartmann	.27
Par Hannah Judelson-Kelly	Il était une fois	. 28
Un bref retour en arrière sur les partis	Par Arnold Malone	
politiques au Canada	L'hon. Joe Comuzzi, parlementaire Par l'hon. Joe Volpe	. 29
Les coprésidentes de la Coalition pour un avenir meilleur, ex-parlementaires, expliquent les bienfaits de leur impartialité 16 Par Ty Bradley	Le Président et l'importance de ne pas s'intégrer au groupe Par Hannah Judelson-Kelly	. 30
Équité et justice dans l'octroi des pensions 18 Par l'hon. Frank Oberle	Ils nous ont quittés Par Ty Bradley, Gina Gill Hartmann et Hannah	. 31
Un point de vue de centre-gauche sur l'économie	Judelson-Kelly	
en politique	Le mot de la fin	39

Suite à la Colline • Été 2022





Charlette Duguay photographiant un église historique de l'édifice du Parlement à la Barbade.

Photo de couverture par Dorothy Dobbie.

### Rédactrice en chef Dorothy Dobbie

#### Rédactrice adjointe Gina Gill Hartmann

### Stagiaires à la rédaction

Ty Bradley et Hannah Judelson-Kelly

### Comité de rédaction

L'hon. Herb Breau, Dorothy Dobbie, I'hon. Peter Kent, Derrek Konrad, Arnold Malone, I'hon. Frank Oberle et I'hon. John Reid.

#### Comité de rédaction émérite

L'hon. Jim Fleming, Claudy Lynch, Keith Penner et Doug Rowland.

### Collaborateurs

L'hon. Bill Blaikie, Dorothy Dobbie, Arnold Malone, I'hon. Frank Oberle et I'hon. Joe Volpe

### Adjoints à la production

Isabelle Chénier, Carina Legault-Meek, Susan Simms et Karl Thomsen

#### ISSN 1920-8561

Publication canadienne disponible par la poste. Numéro de contrat de vente 40027604

### Notre mission

Suite à la Colline, une revue pour les exparlementaires, est concue de facon à faire participer son lectorat, à l'informer et à le tenir au courant des activités des autres ex-parlementaires, de son Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de Suite à la Colline vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions. C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6. Téléphone : 1-888-567-4764; Téléc. : 613-947-1764 Courriel: exparl@parl.gc.ca. Site Web: www.exparl.ca.



### Devenez un membre actif de l'ACEP... Et profitez des avantages de la vie après le Parlement!

Veuillez consulter notre site Web https://www.parl.ca pour payer ou renouveler votre adhésion.

### L'ACEP rassemble les ex-parlementaires pour :

- Une assemblée générale annuelle (AGA) à Ottawa;
- Une réunion régionale chaque année (la prochaine se tiendra à Winnipeg, en septembre 2022);
- Des voyages d'études (aux îles de Saint-Martin et de la Barbade en mars 2022 et à Taïwan en novembre 2022);
- Des réceptions, des tables rondes sur Zoom et des balados.

### Deux prix sont décernés par l'ACEP à d'ex-parlementaires choisis par les membres afin de leur rendre hommage :

- Le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels, qui est habituellement remis à chaque assemblée générale annuelle;
- Le Prix pour l'ensemble des réalisations, qui est remis lors d'un souper-gala.

L'ACEP organise chaque année un service commémoratif pour souligner la contribution des ex-parlementaires décédés récemment.

### Nous aidons les ex-parlementaires à demeurer en contact grâce à :

- Notre site Web : www.exparl.ca;
- Le magazine en couleur de l'ACEP : « Suite à la Colline »;
- La base de données des anciens membres, gérée de façon discrète et accessible à d'autres sur une base confidentielle, en faisant la demande par courriel à exparl@parl.gc.ca ou en appelant le bureau de l'ACEP, sans frais, au 1-888-567-4764 ou au 613-947-1690;

### Nous offrons les services suivants aux ex-parlementaires :

- Un régime collectif d'assurance habitation et automobile par l'entremise de Cooperators;
  - 1-800-387-1963. Mentionnez que vous êtes membre de l'ACEP pour profiter de tarifs préférentiels;
- Un plan d'assurance voyage détaillé disponible auprès de Johnson Insurance;
   1-866-606-3362. Mentionnez que vous êtes membre de l'ACEP pour profiter de tarifs préférentiels.

Nous offrons à nos membres des occasions de continuer à servir la cause de la démocratie en présentant des conférences dans les établissements universitaires, en participant à des missions d'observation électorales et en prenant part à d'autres activités.

La vie continue après le Parlement. Joignez-vous à nous pour en savoir plus!



Dorothy Dobbie.

# Rapport de la présidente

### Quoi de neuf dans votre Association?

Par Dorothy Dobbie

es six derniers mois ont été mouvementés, compte tenu de la mise len place et de la levée des restrictions liées à la pandémie. Par exemple, le voyage d'études à Saint-Martin, initialement prévu en février, a été reporté à la fin mars en raison de la pandémie. Cela signifie que certaines personnes n'ont pas pu participer. Par ailleurs, deux des participants ont contracté la COVID-19 et n'ont pu s'y rendre que beaucoup plus

Entre-temps, nous nous sommes inquiétés du sort des femmes parlementaires qui ont été abandonnées en Afghanistan. Notre vice-présidente, Eleni Bakopanos, maintenant soutenue par l'honorable Maryam Monsef et, plus récemment, avec l'aide de l'actuelle sénatrice Marilou McPhederan et des exdéputées du Québec Marie Malavoy et France Dion, a cherché des moyens d'en faire une priorité ministérielle de faire sortir davantage de ces députées d'Afghanistan. La situation est difficile en raison de l'inquiétude suscitée par les réfugiés ukrainiens, mais nous ressentons une grande obligation envers les femmes d'Afghanistan. Après tout, ces femmes ont suivi notre exemple en assumant un rôle qui les expose à un grand danger depuis que les États-Unis et le Canada se sont retirés de leur pays.

Si cela vous importe, et j'espère que c'est le cas, veuillez communiquer avec Eleni et proposer votre aide. Nous pouvons utiliser notre réseau et notre influence pour soutenir leur cause.

Comme par le passé, je suis toujours préoccupée par la santé de l'Association. Nous tentons de convaincre le Parlement de mieux financer l'ACEP afin que nous puissions faire davantage pour préserver et promouvoir la démocratie et mieux remplir le mandat qui nous a été confié par la loi. Aujourd'hui, les démocraties du monde entier ressentent un sentiment la création d'une émission en français. Il d'urgence face à la fragilité de notre liberté de parole. À mon sens, notre rôle



Après une courte interruption de deux ans, les voyages d'études ont repris au début de cette année avec un voyage dans les Caraïbes.

d'ex-parlementaires n'a jamais été aussi important. Je vous tiens au courant.

En décembre, nous avons accueilli Isabelle Chénier qui a remplacé Céline Brazeau-Fraser. Beaucoup d'entre vous ont déjà rencontré Isabelle de façon virtuelle, et je suis certaine que vous avez trouvé très utile tout ce qu'elle vous a partagé et l'avez trouvée très enthousiaste face à son travail. Carina Legault-Meek a continué à nous soutenir à temps

Nous avons lancé une nouveauté : Un balado permanent sur un large éventail de sujets. Les invités sont trois anciens joueurs de hockey : Leo Duguay, Hec Clouthier et Paul DeVilliers. Le sujet était de savoir comment leur expérience du hockey a influencé leur passage sur la Colline. Les réponses sont intéressantes, et ces trois invités animés ont fait un excellent travail pour nous divertir et nous informer.

Léo Duguay a accepté de se charger de animera également certaines émissions en anglais.

L'objectif ultime des balados est de fournir une occasion d'apprentissage aux futurs députés et sénateurs et à toute personne ayant un intérêt envers la politique publique et l'histoire. Le balado n'est qu'une occasion de plus de promouvoir les ex-parlementaires, qui sont réellement les gardiens de notre démocratie et de sa mémoire institutionnelle. La collégialité de l'émission illustre la bonne entente entre les membres.

J'ai l'intention d'inclure un mélange de sujets divertissants et sérieux. Les prochaines émissions porteront notamment sur la Chine et les motivations de ce pays, sur ce qui se passe quand on gagne, sur la courbe d'apprentissage des nouveaux députés, sur ce qui se passe quand on perd et les traumatismes à prévoir, sur les expériences de certains de nos députés autochtones sur la Colline (points positifs et améliorations souhaitées), sur les députés immigrants et leurs difficultés à s'adapter à un nouveau pays et à devenir des leaders et sur les activités rassembleuses, comme les chanteurs et les groupes musicaux formés sur la

Il existe littéralement des centaines d'idées, et je demande à toute personne qui aimerait être invitée au balado de me faire part du sujet qui l'intéresse.

J'aimerais | inclure un mélange d'horizons politiques et, de temps en temps, inviter des députés ou des sénateurs actuels à participer à l'émission.

Je vous remercie de votre soutien continu. J'accueille avec grand plaisir toutes vos idées et toutes vos suggestions. N'oubliez pas que si vous n'avez pas encore adhéré officiellement à l'Association (le magazine est envoyé à tous les ex-parlementaires dont nous avons l'adresse), vous pouvez le faire dès aujourd'hui en visitant notre site Web à l'adresse suivante : https://exparl.ca/fr/a-propos-denous/membership/.

Dorothy Dobbie Présidente

Suite à la Colline • Été 2022 Page 5

# Voyage d'études aux îles de Saint-Martin et de la Barbade

Par Dorothy Dobbie

près une pause de deux ans causée par la pandémie de COVID-19, des membres de l'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP) et moi avons enfin eu l'occasion de partir à l'étranger grâce à Léo Duguay et de découvrir les dessous de la gouvernance dans trois pays. Nous avons rencontré des parlementaires, des diplomates et des entrepreneurs locaux. Ce fut une expérience assez révélatrice.

### Saint-Martin et Sint Maarten

Nous avons commencé par une visite de six jours sur la minuscule île de Saint-Martin, où deux pays distincts, la partie française, Saint-Martin, et la partie néerlandaise, Sint Maarten, coexistent sur 78 km<sup>2</sup>. Il suffit de comparer sa taille à celle de la plus petite province du Canada, l'Île-du-Prince-Édouard, qui fait 6 586 km² pour avoir une idée de sa petitesse. Sa population permanente s'élève à environ 611 personnes par kilomètre carré et ce nombre augmente pendant la saison touristique.

L'aéroport et le port maritime se trouvent tous deux du côté néerlandais de l'île, mais nous avons séjourné du côté français. Bien qu'il s'agisse de deux pays distincts, aucune barrière physique ne sépare les deux. Chaque partie utilise cependant sa propre monnaie. Le plus simple est d'apporter des dollars américains, qui sont acceptés à peu près partout.

Nous avons visité le Parlement de Sint Maarten, qui compte 15 députés et une multitude de partis, qu'ils appellent « factions ». En 2010, la relation du pays avec les Pays-Bas a changé. Le pays est désormais autonome et sa relation avec la mère patrie est un peu plus importante que celle entre le Canada et la Grande-Bretagne.

Il s'agit d'un système monocaméral dont le pouvoir exécutif est complexe. Les élections ont normalement lieu tous les quatre ans, mais il y a eu une élection tous les deux ans depuis 2014. Actuellement, une coalition de centre gauche (six députés) et de centre droit (cinq députés) est au pouvoir. Des députés d'autres « factions » sont dispersés dans la coalition, qui compte seulement deux députés de l'opposition. Les règles de gouvernance DeCelles. Une soirée inoubliable.



La délégation pose devant le hall de l'hôtel le premier jour à Saint Martin, où nous avons séjourné du côté français de l'île. Charlette Duguay, Matt DeCourcey, notre chauffeur d'autobus, Léo Duguay, Dorothy Dobbie, Ken Hughes, Denise Hughes, Judy Saxby, l'hon. Maryam Monsef et Chungsen Leung. Susan Simms était derrière la caméra.

sont complexes et nous n'avons pas obtenu de réponse claire lorsque nous avons demandé qui constitue le « gouvernement » et la méthode de sélection « ministres ». Les ministres ne sont pas choisis parmi les 15 députés élus.

Du côté du monde des affaires, nous avons été ravis de rencontrer, entre autres, René Lépin, un promoteur immobilier canadien établi là-bas dont le père a construit le village olympique de Montréal. Son frère, promoteur immobilier bien connu à Ottawa, est à la tête de l'entreprise familiale, le Groupe Lépin. Ce soir-là, nous avons soupé avec le très occupé consul canadien bénévole Pierre DeCelles et son épouse, Micheline

Du côté français de l'île, les élections étaient en cours. Nous avons été invités à visiter un bureau de vote où nous avons rencontré Louis Mussington, qui a été élu le lendemain « président » du gouvernement de la « collectivité ». Des élections ont lieu tous les cinq ans pour choisir les 23 membres qui composent le conseil territorial. Sa relation avec la France est plus étroite que celle de son homologue néerlandais avec les Pays-Bas. Saint-Martin est toujours considérée comme une colonie et fait d'ailleurs partie de l'Union européenne.

Nous avons également passé une journée à Saint-Barthélemy ou « Saint-Barth », comme la plupart de ses habitants



La délégation au Parlement de Sint Maarten à gauche, avec les députés de Sint Maarten à droite.



Pierre DeCelles, consul canadien de Saint-Martin et Sint Maarten.



Marcel Gumbs, ancien président de Saint-Martin, avec Dorothy.

l'appellent, une petite île située à 35 km

Il s'agit d'une destination très prisée pour les personnes très fortunées de partout dans le monde. D'ailleurs, le port était bondé de vachts.

A bord du traversier, nous avons rencontré l'ancien président de Saint-Martin, Marcel Gumbs, ainsi que sa fille, la députée Melissa Gumbs, et Raeyhon Peterson du Parti pour le progrès, la « faction » de l'opposition qui compte deux députés au parlement.

#### Barbade

Pour la deuxième partie de notre séjour, nous nous sommes rendus à la Barbade, qui s'est récemment proclamée république, indépendante de la Grande-Bretagne. Nous avons été surpris d'apprendre que le pays se considère toujours comme faisant partie du Commonwealth. Les députés sont très fiers que le Prince Charles ait participé à leurs cérémonies officielles l'an dernier.

la journée avec des parlementaires barbadiens. Comme la très populaire première ministre Mia Mottley se trouvait à l'extérieur du pays, nous avons été reçus par la vice-première ministre, Santia Bradshaw, et le président du Sénat, Reginald Farley. L'île est divisée en 30 circonscriptions, qui ont récemment élu un gouvernement travailliste, à l'issue d'une seconde victoire écrasante. Il n'y a actuellement aucun député de l'opposition au Parlement.

Le système bancaire canadien occupe une grande place dans les trois pays que nous avons visités. A la Barbade, nos banques sont très actives, quoique fortement réglementées, ce qui dissuade les entreprises de s'y établir. Néanmoins, les Canadiens sont très présents dans ce pays, notamment dans les institutions financières.

Les Barbadiens aiment beaucoup le Canada, et les Canadiens composent la majorité des touristes. Notre haute-com-Nous avons passé la grande partie de missaire, Lilian Chatterjee, est basée sur



Ken Hughes, Reginald Farley (président du Sénat de la Barbade) et Léo Duguay.

l'île et supervise 13 pays des Caraïbes pour notre ambassade de la Barbade. Nous avons eu une rencontre agréable avec elle lors de laquelle nous avons discuté de nos intérêts communs.

Ces voyages d'études jouent un rôle très important dans la mission de l'ACEP. Ils sont bien souvent l'occasion pour les exparlementaires de renouer avec d'anciens collègues et de revenir au pays avec le sentiment d'être toujours important pour le Canada.

Comme les membres paient le séjour de leur poche, certains ne peuvent malheureusement pas se permettre cette dépense. Les séjours ne sont pas accessibles à tous.

La prochaine destination dans notre mire est Taïwan. Chungsen Leung, qui est né là-bas, organisera le voyage. Nous espérons que vous serez nombreux à vous joindre à nous. Cependant, le nombre de places sera limité. Restez à l'affût, nous publierons bientôt plus de détails sur notre page Facebook.

Suite à la Colline • Été 2022



Nigel Jones, greffier du Parlement de la Barbade, accompagné de Dorothy Dobbie.



Santia Bradshaw, vice-première ministre du Parlement de la Barbade, accompagnée de Chungsen Leung.



L'hon. Maryam Monsef et Beverly Gibbons.



Léo Duguay et Carmel Haynes, Barbados International Business Association.



Visite du parlement de Sint Maarten.



Léo Duguay en pleine entrevue dans un bureau de vote de Saint-Martin à la veille de l'élection de notre hôte comme président.



Petit déjeuner rencontre avec les chefs d'entreprise de Saint-Martin.



Denise Hughes et Charlette Duguay.



Souper avec le consul canadien Pierre DeCelles (en haut à droite).



Entretien avec le nouveau président de Saint-Martin, Louis Mussington (à gauche).



Une visite du restaurant parlementaire de la Barbade.



Rencontre avec Son Excellence Lilian Chatterjee, haute-commissaire du Canada à la Barbade (à l'avant au centre, vêtue d'une robe verte et bleue).



Palmier devant le hall de notre hôtel à Saint-Martin.



Une rue de Saint-Barth.



Ce petit bonhomme a posé joliment pour sa photo.

# Célébrer le 100e anniversaire de l'arrivée des femmes au Parlement

Récit de Gina Gill Hartmann, photos de Tamam Ahmed Jama



La présidente de l'ACEP, Dorothy Dobbie (à droite), pose avec les anciennes et actuelles sénatrices et députées qui étaient à sa table. Merci à l'hon. Marilou McPhedran (rangée arrière centrale en bleu) d'avoir réuni ce groupe pour la photo.

e 6 décembre 1921, Agnes Macphail devenait la première femme élue députée au Canada. Cent ans plus tard, À voix égales et sa fondation ont célébré cet anniversaire historique ainsi que les réalisations des femmes et les étapes importantes qu'elles ont franchies au cours du siècle dernier.

À voix égales est une organisation multipartite qui se consacre à l'élection de plus de femmes dans toutes les instances politiques au Canada.

Au cours de la journée, le public s'est réuni à Ottawa pour l'événement d'À voix égales, également diffusé en direct partout au Canada, alors que d'anciennes et actuelles députées partageaient leurs expériences et leur sagesse.

L'Association canadienne des ex-parlementaires était fière de se joindre aux participants pour souligner cet événement marquant de l'histoire du Canada.

De nombreuses ex-parlementaires sont

venues partager leur expérience sur la Colline. Elles ont fait le récit inspirant de leurs réalisations, des leçons qu'elles en ont tirées, des limites qu'elles y ont rencontrées et des défis qu'elles ont dû relever. Parmi les conférencières se trouvaient notamment la première femme à occuper la fonction de premier ministre du Canada, la très honorable Kim Campbell, l'honorable Jean Augustine, l'honorable Eleni Bakopanos, Nancy Karetak-Lindell, Laurin Liu, Rechi Valdez et Salma Zahid.

En soirée, la Fondation À voix égales a organisé un gala de célébration auquel 750 personnes ont assisté (le maximum autorisé étant donné les limites de capacité d'accueil liées à la COVID 19). Le premier ministre, le chef de l'opposition et tous les chefs des partis fédéraux étaient présents, ainsi que huit ministres, 62 députés, 14 sénateurs, quatre ambassadeurs et de nombreux élus d'autres ordres de gouvernement

de même que d'anciens députés.

Parmi les conférenciers présents à la réception, citons l'honorable Marci Ien, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse; l'honorable Erin O'Toole, chef de l'opposition officielle; Yves-François Blanchet, chef du Bloc québécois; Jagmeet Singh, chef du NPD et Amita Kutter, chef par intérim du Parti

Althia Raj a été maître de cérémonie. Parmi les conférenciers présents, notons : Shirley Tolley, représentante des femmes du Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg; la très honorable Kim Campbell et l'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances.

Nous sommes très fiers que la viceprésidente de l'Association canadienne des ex-parlementaires, l'honorable Eleni Bakopanos, ait été la présidente sortante d'À voix égales lors de cet événement.



La très hon. Kim Campbell était conférencière d'honneur.



Shirley Tolley, représentante des femmes du Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg.



L'hon. Marci Ien, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse.



Certaines des femmes lumineuses qui ont assisté au dîner.



L'hon. Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances.



Le très hon. Justin Trudeau.



Althia Raj était maître de cérémonie.



L'hon. Erin O'Toole.

Suite à la Colline Été 2022 Page 11

## Le Quai 21 a offert un accueil chaleureux à de nombreux immigrants, notamment à l'ex-sénateur Con Di Nino

Par Gina Gill Hartman

eaucoup de personnes ont posé le pied en sol canadien pour la première fois au Quai 21, situé à Halifax. En 1951, ce fut le cas de l'Honorable Consiglio Di Nino, surnommé « Con » par ses nombreux amis.

« Aux yeux de certains, le Quai 21 a forgé le Canada. Je crois que la grande majorité des immigrants seraient d'accord pour dire que venir s'installer dans ce merveilleux endroit qu'est le Canada a changé leur vie. Le pays faisait l'envie du monde entier en raison de sa politique d'immigration ouverte à tous qui disait : "Joignez-vous à nous pour bâtir le Canada" », a affirmé l'ex-sénateur.

Con n'avait que 13 ans lorsqu'il est descendu pour la première fois du bateau à vapeur Nea Hellas, parti de Naples. Il se souvient que la température était « assez étrange » ce jour-là, très différente de celle de Pratola Peligna, sa ville natale dans la région des Abruzzes de l'Italie, mais il a seulement réalisé l'ampleur de cette traversée plusieurs années après l'installation de sa famille dans une nouvelle maison au Canada.

« Je voyais le bateau et la traversée comme une aventure. J'étais jeune. Je ressentais à la fois enthousiasme et anticipation. Avec le recul, j'ai réalisé qu'immigrer au Canada n'avait pas été facile. Nous n'avions pas grand-chose à notre arrivée. Une fois établis, nous partagions une chambre. Mes parents ont accepté le premier emploi qu'ils ont pu obtenir. Ce n'est que vers 17 ans, lorsque j'ai entendu mes parents pleurer parce qu'ils ne savaient pas mondiale. Les Italiens avaient été déclarés comment ils allaient mettre du pain sur la table, que j'ai compris. J'ai donc quitté l'école en dixième année. »

l'école dicter son avenir. En 1955, il a commencé à travailler comme messager à la Banque Dominion, qui est devenue la TD. Grâce à son travail acharné et à sa détermination, il a réussi à poursuivre ses études et à gravir les échelons de la banque. Vingt-deux ans plus tard, en 1979, il a fondé la Cabot Trust Company avant que alors mes amis et moi avons décidé de créer



La photo de passeport de l'hon. Consiglio Di Nino (avec sa mère), âgé de 13 ans à son arrivée au Quai 21 en 1951.

nomme au Sénat.

Outre son abandon forcé de l'école, Con a été confronté à d'autres obstacles à son arrivée au Canada. Il a immigré peu de temps après la fin de la Seconde Guerre étrangers ennemis pendant la guerre. Con et sa famille vivaient dans le quartier de Parkdale à Toronto, où « tous les PD se Con n'a jamais laissé cet abandon de rassemblaient », précise-t-il. « PD » signifie « personnes déplacées » et était un terme péjoratif à l'époque. Les jeunes hommes italiens étaient des cibles faciles dans la région. Cependant, Con n'était pas du genre à se laisser marcher sur les pieds.

« Je me suis fait tabasser plusieurs fois, le premier ministre Brian Mulroney ne le une équipe de baseball pour pouvoir nous

promener avec des bâtons sans être interrogés par la police », se rappelle-t-il. « Les bâtons étaient notre moyen d'autodéfense. »

Les émotions laissées par la guerre étaient encore à vif. Lors de son deuxième ou troisième jour au Canada, Con marchait dans la rue avec un ami italien et une femme leur a crié dessus. Il n'avait pas compris ce qu'elle avait dit, mais a appris plus tard qu'elle leur avait crié qu'ils étaient responsables de la mort de son fils.

« Quand j'y ai repensé plus tard et que j'ai enfin compris ce qu'elle voulait dire, j'ai pleuré. Son fils était évidemment mort au combat. Elle ne me blâmait pas d'avoir tué son fils, elle blâmait la guerre. Nous ne devrions jamais juger ou estimer quelqu'un à cause des gestes d'une petite minorité. »

Parmi les nouveaux arrivants le jour où



L'hon. Consiglio Di Nino (3e à partir de la gauche) retourne au Quai 21 avec ses amis et sa famille à l'occasion du 70e anniversaire de son arrivée.

Con et sa famille sont arrivés au Quai 21 se trouvait Joseph Tanzola, alors âgé de dix ans. « Nous avons été amis pendant environ cinquante ans avant d'apprendre que nous étions arrivés sur le même bateau », raconte Con.

« Lors d'une réunion, quelqu'un m'a demandé en quelle année j'étais arrivé au Canada. Je lui ai répondu que c'était en 1951. Joseph, que j'avais rencontré au début des années 1960, s'est tourné vers moi et m'a demandé au cours de quel mois, et je lui ai répondu en août. Nous avons soudainement réalisé que nous étions arrivés au Canada ensemble. Nous nous étions également installés tous les deux à Toronto. Je l'avais probablement déjà croisé, mais je ne le connaissais pas à cette époque. Nous nous sommes rencontrés environ dix ans après notre arrivée. Nos femmes sont devenues de bonnes amies. Nous étions des voisins qui se voyaient fréquemment. »

Con et ses parents ont failli ne pas s'installer à Toronto. Après avoir été éloigné de sa famille pendant dix ans pendant la guerre et avoir été prisonnier de guerre, le père de Con voulait s'installer dans un pays où il n'y avait pas de conflit. Il a envisagé l'Australie, mais a finalement choisi le Canada parce que sa sœur vivait à Sydney, en Nouvelle-Écosse. Ils ont finalement dé-

### Quai 21

Le Quai 21 a servi de terminal de paquebots et de hangar d'immigration de 1928 à 1971, date à laquelle le dernier hangar a été fermé. Il a rouvert ses portes en tant que musée indépendant en 1999 et a été exploité de cette manière jusqu'à sa consécration finale en tant que musée national en 2011.

Le Quai 21 est seulement le deuxième musée national à être situé en dehors d'Ottawa. En 2008, un projet de loi a été adopté pour créer le Musée canadien des droits de la personne à Winnipeg. Vu ce précédent, il était difficile de justifier tout autre délai dans la désignation du Quai 21 comme musée national. Le premier ministre Stephen Harper a fait l'annonce de son intention le 25 juin 2009.

cidé de s'installer à Toronto parce que son oncle y résidait.

Con et Tanzola sont revenus au Quai 21 pour souligner le 70e anniversaire de leur débarquement. L'ex-sénateur Don Oliver et son épouse Linda les ont rejoints là-bas. «

Ils sont venus et ont passé une grande partie de la journée avec nous. Nous sommes de bons amis et avons travaillé sur beaucoup de dossiers ensemble au Sénat, notamment sur le front des droits et libertés fondamentaux. Nous nous entraidions. »

Le bâtiment du Quai 21 abrite maintenant le Musée canadien de l'immigration.

« Lorsque j'étais au Parlement, j'ai participé activement à la commémoration du Quai 21. Il avait été suggéré des années auparavant d'en faire un musée national. À l'époque, il n'y avait pas de musée national en dehors d'Ottawa et l'idée était loin de faire l'unanimité », explique Con. « Nous avons finalement réussi à faire adopter un projet de loi pour faire du Quai 21 un musée national en 2011. »

Le Quai 21 a accueilli des familles au Canada, comme les amis de longue date, Con et Joseph, qui ont immigré ici après la guerre avec leur famille, prêts à commencer une nouvelle vie. C'était aussi un espace accueillant où amis et ex-parlementaires, comme Con et Don, pouvaient se réunir et souligner un chapitre important de l'histoire du Canada.

Aux yeux de beaucoup de Canadiens, le Quai 21 représentera toujours les bras accueillants du Canada qui sont les fondements de notre pays.

Suite à la Colline Été 2022 Page 13

# La collaboration au Parlement vue par les femmes

Par Hannah Judelson-Kelly

semblent de plus en plus polarisés et que les citoyens ont tendance à avoir des croyances fermes et immuables, le concept de collaboration entre les partis semble inatteignable au sein des systèmes politiques. Les réunions de caucus et la période des questions, bien que cruciales pour la démocratie, sont également des moments pendant lesquels la partisanerie est fortement encouragée. Et pourtant, peu importe à quel point la politique est partisane, il y aura toujours des sources de collaboration. Trois femmes ont fait d'un parti. M<sup>me</sup> McDonald et M<sup>me</sup> Poupart de leurs opinions sur la collaboration lin ont expliqué qu'il y a tout simplement entre les partis et de leurs expériences personnelles en tant que politicienne et femme: l'honorable Marie-P. Charette-Poulin, sénatrice libérale de 1995 à 2015, Lynn McDonald, députée néo-démocrate de 1982 à 1988, et l'honorable Mary Collins, députée progressiste-conservatrice de 1984 à 1993.

La source de collaboration fréquemment mentionnée par les trois femmes est représentée par les possibilités de travailler au-delà des lignes de parti pendant les réunions de comités. Dans ce contexte, les politiciens ne sont pas sous les feux de la rampes et se concentrent sur des études spécifiques et des lignes de questionnement, ce qui leur permet d'ouvrir plus facilement la voie à la recherche d'un terrain d'entente.

« Les possibilités de travail en comité ont été précieuses pour permettre une collaboration entre les partis. C'est pendant ce temps que les politiciens apprennent à coopérer avec les autres partis », explique Marie Poulin. Les lignes de questionnement se chevauchent souvent entre les partis, car les membres des comités ont le même objectif de découvrir une vérité ou de terminer une étude plutôt que de lementaire sont présentés par une seule

droits et libertés a marqué un moment de collaboration particulièrement remarquable pour Mary Collins : les membres du Marie Poulin au sein du caucus libéral a comité ont voyagé dans tout le pays pour recueillir les commentaires des Canadiens sur cette loi portant sur l'égalité des droits. Elle a raconté un événement pendant lequel les partis se sont réunis pour

lors que les systèmes politiques représenter leur pays et poser des questions. Lynn McDonald a expliqué que l'atmosphère était tout simplement plus ouverte et plus propice à la collaboration.

Alors que le gouvernement majoritaire confère une grande partie du pouvoir de décision du Parlement à un seul parti, les gouvernements minoritaires peuvent provoquer la collaboration entre les partis, car les projets de loi, pour être adoptés, doivent être soutenus par une majorité de politiciens dans les deux chambres et, par conséquent, par des représentants de plus plus de possibilités de négociation dans un gouvernement minoritaire.

Lynn McDonald a elle-même présenté un projet de loi d'initiative parlementaire, la Loi sur la santé des non-fumeurs, qui a été adoptée en 1988 et dont l'adoption dépendait fortement du soutien des autres partis. « C'est sous un gouvernement progressiste-conservateur majoritaire que ce projet de loi a été déposé, et il a été présenté en arguant qu'il s'agissait d'une question de santé plutôt que de tabagisme », rappelle Mme McDonald. « Arnold Malone et Paul McCrossan ont tous deux été des défenseurs particulièrement actifs du projet de loi au sein même du caucus progressiste-conservateur », a-telle poursuivi, en expliquant que c'est ce soutien des progressistes-conservateurs qui a contribué à l'adoption du projet de loi. Par ailleurs, le soutien de la société civile a permis de faire pression sur ceux au pouvoir pour qu'ils voient le projet de loi d'un bon œil. En tant que députée à la même époque, Mary Collins se souvient de ce projet de loi comme d'un moment crucial de la collaboration entre les partis. Comme les projets de loi d'initiative parpersonne, la partisanerie souvent associée plus grande collaboration.

Outre ces exemples, l'expérience de contribué à sa compréhension de la collaboration entre les partis. « Une collaboration entre les différents groupes parlementaires doit d'abord avoir lieu pour que la mesure législative puisse être 1984 à 1993.

proposée », explique-t-elle. Même au sein des partis, les opinions diffèrent, par exemple entre les politiciens ruraux et urbains, ce qui signifie que la collaboration au sein du parti même doit d'abord être présente, avant que la collaboration entre les partis puisse éventuellement être proposée. Ce qui se passe dans les coulisses est tout aussi important que l'acte lui-même quand on cherche à tendre la main.

Comme les trois femmes l'ont clairement indiqué, les politiciennes, tout comme les autres, représentent leur parti et leur caucus au sein de la sphère politique, ce qui ne les rend pas moins naturellement enclines à la collaboration que d'autres personnes de leur entourage. Il subsiste une exception : le traitement des questions relatives aux femmes au Parlement. Toutes les politiciennes ont une chose en commun : leur expérience de la société en tant que femme. Cette perspective peut les rendre plus enclines à soutenir les questions liées à l'égalité entre les genres au Parlement, et ce, quel que soit leur parti.

« Le caucus multipartite des femmes s'est davantage penché sur les questions relatives aux femmes, notamment l'accès des femmes aux toilettes, les questions relatives à la sécurité des femmes et le langage utilisé au sein de la Chambre », explique Mary Collins. Ici, c'est l'expérience mutuelle de leur appartenance à la gent féminine qui a uni ces politiciennes. Mme Collins a elle-même été ministre responsable de la Condition féminine pendant un certain temps, s'occupant directement des questions relatives aux femmes, mais, ce qui ressort clairement des trois entretiens, c'est la compréhension mutuelle de ce que représente le fait d'être une femme au Parlement.

L'hon. Marie-P. Charette-Poulin a L'article 15 de la Charte canadienne des aux partis est évitée, ce qui permet une siégé comme sénatrice de la province de l'Ontario au nom du Parti libéral de 1995 à 2015. Lynn McDonald a été députée de Broadview-Greenwood au nom du Nouveau Parti démocratique de 1982 à 1988. L'honorable Mary Collins a été députée de Capilano et Capilano-Howe Sound au nom du Parti progressiste-conservateur de

# Un bref retour en arrière sur les partis politiques au Canada

Par Hannah Judelson-Kelly

u Canada, les diverses philosophies et préférences politiques sont représentées par de grands partis, dont chacun aborde la politique et la législation de manière légèrement différente. Chacun de ces partis a connu de nombreuses itérations, avec des idées et des philosophies fluctuantes et des groupes qui ont émergé et ont uni leurs forces. Ils se sont ensuite éloignés et ont fusionné avec des fragments d'anciens partis. Actuellement, il y a 23 partis enregistrés au Canada, mais seulement cinq occupent des sièges à la Chambre des communes.

Le premier à être premier ministre du Canada, Sir John A. Macdonald, était membre du Parti conservateur du Canada (connu à l'époque sous le nom de Parti libéral-conservateur). Ce parti a été officiellement fondé en 1867, au moment de la mise en place de l'actuel système de gouvernement du Canada. Cependant, les origines du parti remontent à 1854, au sein du gouvernement de coalition d'avant la Confédération ayant mené à l'établissement du premier gouvernement officiel du Canada, en 1867. Cette version du Parti conservateur a connu de multiples itérations, notamment le Parti unioniste et un retour au Parti libéralconservateur. En 1942, le parti a commencé son évolution vers ce qui est devenu le Parti progressiste-conservateur, une transition qui a revigoré le parti en faisant élire plusieurs gouvernements, dont deux gouvernements majoritaires consécutifs dirigés par Brian Mulroney. Ce parti a été presque rayé de la carte en 1993, lorsqu'il est passé du gouvernement à seulement deux sièges, en raison de l'émergence du Parti réformiste, un parti de droite. En 2003, sous la direction de Stephen Harper, le Parti progressiste-conservateur a été fusionné avec l'Alliance canadienne (le Parti réformiste rebaptisé) pour devenir le Parti conservateur du Canada.

Le Parti libéral du Canada trouve ses racines dans les « réformateurs » du XIXe siècle, unis dans leur rejet de la théorie de la classe dominante. Dirigés par Louis-Joseph Papineau dans le Bas-Canada et par William Lyon Mackenzie King dans le Haut-Canada, les réformistes



Les cinq partis politiques canadiens qui ont remporté des sièges à la Chambre des communes.

ont continué à s'opposer au pouvoir en place pendant toute la première moitié du siècle. Finalement, en 1867, après quelques tentatives ratées de regroupement, le Parti réformiste (ou libéral) de Mackenzie, Blake et Laurier a été officiellement formé en opposition au Parti libéral-conservateur de l'époque. Wilfrid Laurier a été une figure extrêmement importante du Parti libéral. Premier ministre de 1896 à 1911, il a rapidement fait progresser la popularité du parti et répandu les théories du libéralisme partout au pays. William Lyon Mackenzie King a été la prochaine figure historique du parti, l'ayant dirigé pendant 29 ans. Il a été premier ministre pendant 21 ans, y compris pendant les années 1920, la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale. Pendant le reste du XXe siècle, les libéraux ont périodiquement été au pouvoir pendant de longues périodes, jusqu'en 1984, lorsque les progressistesconservateurs ont pris le pouvoir et ont formé le gouvernement pendant presque dix ans. En 2006, les libéraux ont subi une telle défaite qu'il leur a fallu attendre 2015 pour regagner de la vitesse, alors que les libéraux forment maintenant un gouvernement minoritaire.

Un parti beaucoup plus récent, le De plus, avec des partis a Nouveau Parti démocratique (NPD), le Canada a certainement a été fondé en 1961 à partir de l'ancien défenseurs au Parlement.

parti CCF (la Fédération du Commonwealth coopératif), d'une coalition de socialistes, des groupes de travailleurs et des agriculteurs. Tommy Douglas en a été le premier chef. Le NPD est à ce jour largement reconnu comme un parti socialiste. Bien que le NPD ait eu plusieurs chefs au cours du XXe siècle, c'est sous la direction de Jack Layton que le parti est devenu l'opposition officielle en 2011 – son meilleur résultat électoral à ce jour – après avoir remporté 103 sièges. Bien que sa popularité ait chuté depuis, le NPD reste l'un des quatre principaux partis du Canada.

Le Bloc Québécois, comme le NPD, n'a pas l'envergure des libéraux et des conservateurs. Ce parti a été fondé en 1991 dans le but très précis d'accéder à l'indépendance et à la souveraineté du Québec par rapport au reste du Canada. Son immense popularité au Québec et dans ses circonscriptions francophones l'a amené à former l'opposition officielle entre 1993 et 1997 et le Bloc Québécois continue à connaître du succès au Québec. Bien que le référendum québécois de 1995 se soit déroulé à l'échelle provinciale, le Bloc Québécois s'y est certainement investi en raison de l'alignement de cet exercice démocratique sur son propre programme politique.

Le Canada a également une riche histoire de partis indépendants, le plus récent étant le Parti vert. Le Parti vert a été fondé en 1983 pour défendre l'environnement et la conservation des ressources naturelles à l'échelle fédérale, dans l'espoir de remplacer le discours gauche-droite par celui-ci. En 2011, Elizabeth May est devenue la première députée du parti, marquant ainsi une avancée historique. Les verts comptent actuellement deux sièges.

L'histoire des partis politiques au Canada est manifestement riche et marquée par de nombreux hauts et bas. Toutefois, le véritable discours démocratique est marqué par la présence d'une diversité de voix à la table pour discuter du bienêtre du pays et représenter les électeurs. De plus, avec des partis aussi diversifiés, le Canada a certainement beaucoup de défenseurs au Parlement.

Suite à la Colline • Été 2022

# Les coprésidentes de la Coalition pour un avenir meilleur, ex-parlementaires, expliquent les bienfaits de leur impartialité

Par Ty Bradley

« Je ne pense pas que cela fonctionnerait aussi bien si notre coalition n'était pas strictement non partisane. »

L'hon, Lisa Raitt

es ex-parlementaires Lisa Raitt et Anne McLellan sont coprésidentes de la Coalition pour un avenir meilleur, qui réunit une multitude d'organismes à but non lucratif, d'entreprises, d'organisations de défense des intérêts et d'associations industrielles dans le but commun de promouvoir une croissance économique durable. Respectivement ancienne leader adjointe du Parti conservateur et ancienne vice-première ministre libérale, Mmes Raitt et McLellan se sont ouvertes à Suite à la colline sur cette initiative et sur l'influence de leur expérience comme ex-parlementaires sur leur travail. Comme l'indique Mme McLellan, la Coalition est farouchement non partisane. « Je ne pense pas que cela fonctionnerait aussi bien si notre coalition n'était L'hon. Lisa Raitt. pas strictement non partisane », précise sa collègue. Les deux femmes soulignent que de nombreux Canadiens sont inquiets quant aux perspectives de croissance économique et souhaitent voir une coopération aux échelons les plus élevés, et non des querelles internes.

En comparant leurs carrières comme parlementaires à leur rôle comme coprésidentes, les deux femmes observent à la fois des similitudes et des différences. Leur travail est ainsi semblable en ce qui concerne la consultation approfondie des intervenants dans le cadre de la Coalition pour un avenir meilleur. Il diffère toutefois dans la mesure où l'environnement de la Coalition n'est pas conflictuel. Les deux coprésidentes le comparent d'ailleurs aux missions d'enquête multipartites qu'elles ont menées en tant que parlementaires.

Certains pourraient considérer que la Coalition, qui promeut la durabilité, mais est appuyée par les plus grandes sociétés du Canada, fait de l'écoblanchiment. Mme Raitt affirme toutefois que c'est le con-



traire. Selon Mme McLellan, la Coalition promeut en effet une « carte de pointage » qui mesure le degré de prospérité, de durabilité et d'inclusion dans l'économie canadienne. En évaluant les entreprises à l'aune de ces normes, il est possible d'éviter l'écoblanchiment, puisque les entreprises peuvent être tenues responsables de leurs actes, explique Mme Raitt. La Coalition envisage un avenir dans lequel le capitalisme participatif domine, ce que reflète la carte de pointage. Selon Mme Raitt, un jour, les différents intervenants, comme les collectivités et les nations autochtones, pourraient être considérés comme plus importants que les actionnaires, bien que le dividende de ces derniers sera toujours une priorité. La coprésidente met l'accent sur le fait que, bien que la Coalition soit fière que certains groupes d'associations membres adoptent les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) comme une priorité, beaucoup de sociétés ne le font pas.



L'hon, Anne McLellan.

Lisa Raitt et Anne McLellan sont toutes deux convaincues que les grandes entreprises ne sont pas les méchantes en ce qui concerne l'avenir du Canada. Elles sont conscientes de l'importance des petites entreprises intégrées dans nos communautés, mais rappellent également les avantages des grandes entreprises. Ainsi, comme le fait remarquer Mme Raitt, il y a plus de petites entreprises que de grandes, mais ces dernières « emploient énormément de personnes ». Elle mentionne également qu'un nombre relativement faible de personnes riches et d'entreprises prospères paient de grandes quantités d'impôts au Canada. Les sociétés cotées en bourse doivent faire preuve de transparence et rendre des comptes au public.

Les deux femmes s'inquiètent du fait que la réglementation croissante et l'hostilité à l'égard des sociétés incitent de plus en plus de personnes à conserver leurs entreprises privées, ce qui complique l'adhésion des entreprises aux valeurs défendues par la

Coalition pour un avenir meilleur. Mme Raitt ajoute que, lors des dernières élections fédérales, les trois principaux partis ont fait campagne contre les grandes entreprises et se sont affrontés pour savoir qui les taxerait et les attaqueraient le plus. Les coprésidentes de la Coalition nous mettent en garde contre un avenir dans lequel le Canada ne serait pas un endroit compétitif où faire des affaires et soulignent la nécessité de mettre en place des politiques axées sur la croissance et la responsabilité des entreprises.

Les organisations membres de la Coalition comprennent un syndicat étudiant, une organisation de protection de la nature, des groupes de réflexion, des groupes de défense des Autochtones, des groupes de l'industrie des engrais et du ciment ainsi que des compagnies aériennes. Il convient de noter que, bien que la carte de pointage comprenne des mesures liées au revenu des travailleurs, aucune des centaines d'organisations membres de la Coalition ne représente les syndicats de travailleurs. Mmes McLellan et Raitt affirment que ce n'est pas par manque d'efforts. Leur hypothèse est que les syndicats sont peut-être plus attentifs à ne pas prendre de mesures susceptibles de froisser leurs membres. Les syndicats pourraient également hésiter à être perçus comme étant du côté des grandes entreprises, même s'ils concluent principalement leurs conventions collectives de travail avec les grandes entreprises et les gouvernements. Les coprésidentes disent qu'elles font de leur mieux pour représenter les besoins des syndicats lorsqu'elles défendent une croissance économique responsable.

Mme McLellan indique que la Coali-

### Ce que la Coalition représente

La Coalition pour un avenir meilleur représente une communauté diverse et croissante de chefs d'entreprise, d'organismes communautaires et civiques, de défenseurs de politiques sociales, de jeunes, de groupes autochtones, d'ONG environnementales et de citoyens concernés. Chacun d'entre nous apporte à la table une perspective unique, mais nous sommes unis dans notre conviction que la croissance économique est une condition préalable nécessaire à la création d'emplois, à l'augmentation des revenus, à un environnement plus propre et à une meilleure qualité de vie. - Tiré de https://www.canadacoalition.ca/

tion a été créée parce que la croissance économique est tellement importante qu'elle transcende la partisanerie. Et, comme le montre le fait que la Coalition représente de larges pans de la société, la croissance économique transcende également l'industrie. Selon elle, la croissance est importante pour tous, et les différents secteurs ont peut-être plus de points en commun qu'ils ne le pensent. Elle donne l'exemple des groupes représentant les personnes handicapées, qui ne semblent pas avoir beaucoup de points communs avec les grandes banques. Pourtant, la Coalition représente ces deux secteurs en quête de croissance économique, et Mme McLellan pense que les objectifs de ces organisations sont peut-être plus liés que ce que chacun croit.

Lorsqu'on leur demande en quoi l'économie canadienne sera différente en 2050, les coprésidentes de la Coalition répondent qu'elle sera largement similaire, en ce sens qu'elle conservera ses solides fondements, mais que la biodiversité sera plus importante, qu'il y aura une plus grande représentation autochtone dans les institutions, que l'on respectera davantage les terres autochtones et qu'il y aura moins de gaz carbonique dans l'air. Elles estiment que la poursuite de l'économie des ressources est essentielle à la production de technologies vertes telles que l'hydrogène comme carburant et les véhicules électriques. Elles pensent également que le Canada continuera à jouer un rôle de premier plan dans les secteurs bancaires et technologiques.

L'impartialité, l'expertise et l'optimisme que ces deux ex-parlementaires apportent à leur travail sont une bouffée d'air frais à Ottawa. Elles sont extrêmement bien informées des enjeux de l'industrie et ont des idées positives pour le Parlement. Elles veulent que les différents ordres de gouvernement travaillent ensemble de manière plus productive, et que les parlementaires se traitent mutuellement avec plus d'humanité. D'après elles, les politiciens doivent être respectés, afin de ne pas décourager les meilleures personnes d'entrer dans la vie publique. Lisa Raitt et Anne McLellan exhortent les futurs parlementaires à venir à Ottawa pour « faire quelque chose » plutôt que pour « être quelqu'un ».

Pour en savoir plus sur la Coalition pour un avenir meilleur, visitez : https://www. canadacoalition.ca .

# Le programme « Du Parlement au campus » est de retour

La Fondation pour l'éducation de l'ACEP a pour mission de soutenir les institutions démocratiques au Canada et à l'étranger et d'encourager les jeunes Canadiens à devenir des citoyens bien informés et engagés.

Votre voix est importante; venez la faire entendre grâce au programme « Du Parlement au campus »!

Le programme « Du Parlement au campus » vise à faire venir d'ex-parlementaires, soit en personne, soit en utilisant la technologie virtuelle, sur les campus universitaires pour qu'ils s'adressent aux étudiants. Au cours d'une séance « Du Parlement au campus », un ex-parlementaire partage son point de vue et son expérience de la fonction d'élu. Si vous souhaitez y prendre part, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse exparl@parl.gc.ca.

Les ex-parlementaires ont acquis des connaissances et une expérience fort précieuses. En adhérant à l'Association et en vous portant volontaire pour participer à notre programme « Du Parlement au campus », vous pouvez partager votre expertise et travailler à la construction et à l'amélioration des mécanismes de la démocratie.

Suite à la Colline Été 2022 Page 17



# Équité et justice dans l'octroi des pensions

Par L'hon. Frank Oberle

L'hon, Frank Oberle,

« Le test moral d'un gouvernement est sa façon de traiter ceux qui sont à l'aube de la vie, les enfants; ceux qui sont au crépuscule de la vie, les personnes âgées; et ceux qui sont dans l'ombre de la vie, les malades, les indigents et les personnes handicapées. »

### - Hubert H. Humphrey

ien entendu, il n'est pas toujours Programme de la sécurité de la vieillesse reçoit à la fin de sa carrière. utile de se comparer aux sociétés d'ailleurs, dont les structures de prestations sociales sont plus progressistes. En effet, certaines différences culturelles et certains modèles économiques profondément ancrés entrent en ligne de compte. Néanmoins, le concept d'universalité est généralement vu comme la meilleure mesure des programmes sociaux, comme les soins de bien intentionnés, comme le régime santé et la sécurité de la vieillesse.

Les Canadiens ne devraient pas se consoler du fait que nos voisins du Sud, malgré leur énorme richesse, sont largement considérés parmi les moins sensibilisés sur le plan social à traiter d'une manière pouvant être considérée juste et équitable leurs concitoyens défavorisés. Le système de santé canadien laisse beaucoup à désirer, mais, malgré toutes ses lacunes, il est universellement accessible à tous.

En ce qui touche la pension de vieillesse cependant, les Canadiens sont répartis en trois classes distinctes. Les plus privilégiés d'entre nous sont employés par le gouvernement, ses organisations et ses sociétés d'État. Ceux qui sont employés par de grandes entreprises privées participent à des régimes de retraite semblables à ceux de la fonction publique. Toutefois, les contributions de l'employeur à ces régimes sont déductibles du revenu imposable, ce qui crée une dépense fiscale pour le gouvernement fédéral, et bien sûr, les grandes entreprises privées et publiques ritaire sur le plan financier incombe trouvent le moyen de refiler le coût de à l'individu. En termes généraux, une leur générosité à leurs clients.

La majorité de la main-d'œuvre canadienne – soit les travailleurs du secteur l'employeur et l'employé, donne droit à des services, lié à une économie à bas une pension comprise entre 60 et 75 % salaires - dépend, pour l'essentiel, du de la dernière paie que le travailleur stitue la plus grande dépense pub-

(SV) de base et du Régime de pensions du Canada (RPC), encore immature, pour leur retraite. Il va sans dire que les personnes qui touchent le salaire minimum ou vivent d'une paie à l'autre et qui travaillent dans de petites entreprises du secteur des services ont peu ou pas de revenu disponible pour épargner en vue de la retraite. Les programmes enregistré d'épargne-retraite (REER) ou le régime d'épargne-retraite libre d'impôt, conçus pour encourager cette épargne, ne leur sont d'aucune utilité. Ces gens ne sont pas non plus protégés contre les coûts de soins de santé de base comme les soins dentaires, les lunettes ou les médicaments, qui sont tous couverts par les régimes de retraite publics et la plupart des régimes privés.

Il reste aussi un troisième secteur, en pleine expansion, celui des travailleurs autonomes ou contractuels qui génèrent des revenus imposables et qui peuvent se permettre de compléter leur couverture de soins de santé et même de mettre un peu d'argent de côté pour leur retraite. Il est ironique que l'impôt sur le revenu que ce groupe apporte au trésor public compense certains des coûts engagés par le gouvernement fédéral pour soutenir les plus privilégiés.

L'approche européenne diffère de la nôtre en ce sens que la responsabilité première de se planifier et de se garantir une retraite confortable et sécucotisation d'environ 20 % du salaire mensuel, répartie en parts égales entre

En 1968, Lester B. Pearson a lancé une initiative gouvernementale courageuse visant à mettre en place un régime de pension universel. Ce régime a été conçu pour refléter les pratiques de la plupart, sinon de la totalité, des pays européens. Conscient de l'effet d'un tel programme sur l'ensemble de l'économie, le gouvernement a mis en œuvre un plan qui prévoyait une période de modestes ajustements progressifs des cotisations imposées aux employeurs et aux employés.

Le gouvernement a également admis la nécessité de fournir, à même les recettes générales, un financement provisoire, qui s'est traduit par le Programme de la SV. Il devait s'agir d'une mesure temporaire en attendant qu'un régime de pension universel soit entièrement souscrit et financé.

La pension de la fonction publique remonte à 1924. Elle visait à offrir aux employés du gouvernement un revenu convenable et suffisant pendant leur retraite. De même, des régimes de retraite existaient dans le secteur privé sous diverses formes bien avant 1968. La nécessité d'un soi-disant « financement temporaire » pour ce groupe de travailleurs était donc malavisée dès le

Aujourd'hui, après 50 ans d'initiatives gouvernementales visant à intégrer l'ensemble de la main-d'œuvre dans un régime de pension, le régime est toujours souscrit en deçà de la moitié et la nécessité d'un financement public à partir des recettes générales ne disparaîtra pas de sitôt.

Entre-temps, le Programme de la SV, indexé sur l'inflation, con-

# lique – près de 50 milliards de dollars dans le budget 2018, une somme suffisamment impressionnante pour faire résolument pencher la balance en faveur de la valeur de notre société qui prend soin des personnes au crépuscule de leur vie. Cependant, la ponction massive dans les fonds publics générée par ce Programme laisse d'autres domaines essentiels, comme les soins de santé et l'éducation, en manque d'argent.

gouvernements successifs n'ont jamais eu le courage de suivre l'intention de M. Pearson d'augmenter les cotisations mensuelles au niveau requis. Si nous avions suivi le plan de M. Pearson, le rôle du gouvernement serait réduit à celui d'un administrateur-actuaire. À la place, notre approche a scandaleusement perpétué le mythe selon lequel certains droits et libertés sont absolus. Imposer un tel fardeau de responsabilité au grand public pourrait être vu comme un échec du gouvernement à protéger ces droits.

Tous les politiciens sont conscients des gains dans les sondages électoraux obtenus à la suite de la mise en œuvre de programmes tels que celui de la SV, mais ils sont aussi parfaitement conscients des énormes risques politiques qu'il y a à éliminer progressivement des programmes dont les objectifs ont été atteints et qui sont donc devenus superflus.

Notre système gouvernemental est incapable de s'engager dans le type de changement fondamental nécessaire pour redresser de telles situations – et nous ne pouvons que spéculer sur ce à quoi ressemblerait notre situation fiscale actuelle si le budget du gouvernement fédéral avait été rehaussé de plus de 600 milliards de dollars dans les quinze dernières années.

Né à Forchheim, en Allemagne, Frank Oberle a survécu à la tourmente de l'Allemagne hitlérienne et au chaos de l'après-guerre, avant d'immigrer au Canada en 1951. Au cours de sa carrière, il a exercé de nombreux métiers, notamment bûcheron, mineur d'or, éleveur et maire d'une ville, avant d'être député pendant six mandats consécutifs.

L'hon. Frank Oberle a été député progressiste-conservateur pour la circonscription de Prince George—Peace River de 1972 à 1993

# Un point de vue de centre-gauche sur l'économie en politique

Par Ty Bradley

ombreuses sont les personnes exerçant diverses professions respectées qui choisissent de devenir député. Tout au long de l'histoire du Canada, médecins, militants, chefs d'entreprise et avocats ont joui d'une bonne représentation à la Chambre des communes. Les économistes constituent l'une des sources d'expertise les plus respectées en politique. En raison de la qualité de leurs analyses et de leur approche en matière de gouvernance, leur apport est particulièrement utile dans le cadre de débats sur les politiques économiques.

D'ex-parlementaires économistes, comme Erin Weir, membre de la Fédération du Commonwealth coopératif (FCC), l'honorable John McCallum, député libéral, ainsi que l'honorable Francis LeBlanc, député libéral, ont fait part de leur expérience en tant qu'économistes en politique à Suite à la Colline. Le député libéral John Godfrey, économiste de formation ayant travaillé en tant que journaliste, a également fait part de son expérience en tenant cependant à préciser qu'il était historien de l'économie et non économiste.

### Erin Weir

Avant de devenir député, Erin Weir a travaillé à titre d'économiste pour le Syndicat des Métallos. Il reconnaît que des concessions mutuelles sont nécessaires dans les domaines de la politique et de l'économie et que des considérations politiques peuvent parfois compromettre des politiques économiques pourtant optimales. Il n'en demeure pas moins que M. Weir a toujours abordé les questions économiques d'un point de vue social-démocrate, et que jamais, au moment de se présenter, il ne s'est senti obligé de préconiser une politique qu'il jugeait économiquement infondée.

Afin de mieux soutenir les provinces dépendant de matières premières et faisant face à une volatilité des prix, M. Weir fut le premier député à proposer l'imposition d'une taxe sur le carbone tempérée par des améliorations au programme de stabilisation fiscale. M. Weir estime cependant que, sous la direction récente du NPD, l'hostilité de ce parti à l'égard de tout projet de combustible fossile est devenue outrancière. Il note que depuis qu'il a quitté le Parlement, ses deux propositions initiales ont été adoptées par les libéraux de Justin Trudeau.

M. Weir déplore que le pouvoir soit de plus en plus centralisé au sein des partis politiques et que dans le cadre de ses activités de plaidoyer, il soit de ce fait plus difficile pour chaque député de faire valoir son propre point de vue et ses connaissances étant donné qu'il ne peut voter comme il l'entend et qu'il doit s'en tenir aux points de discussion du parti. M. Weir considère essentiel que les députés soient forts d'expériences vécues diverses, et est d'avis que l'économie ne constitue qu'un point de vue utile parmi tant d'autres. Bien qu'il ne soit pas d'avis que le respect pour l'économie ait diminué, il considère néanmoins que la politique s'est éloignée des préoccupations et problématiques de tous les jours, comme la production et à la distribution des richesses, pour ne s'intéresser qu'à des questions d'identité et de culture qui, dans le domaine de l'économie, ne sont pas aussi pertinentes.

#### L'hon. John McCallum

Avant de devenir ministre, John Mc-Callum a été économiste en chef de la Banque Royale du Canada. Il soutient que sa formation en économie lui a été particulièrement utile lorsqu'il a été chargé de portefeuilles explicitement économiques, mais que même dans le cadre de fonctions apparemment sans lien avec l'économie, cette formation lui a donné un point de vue qui lui a été utile pour aborder des problématiques. « Une fois qu'on devient économiste, on l'est pour toujours et cela se reflète dans la façon dont on réfléchit à

certaines choses. »

M. McCallum soutient que la politique et une bonne politique économique ne sont pas antinomiques, mais que les politiciens attachent parfois plus d'importance à se faire élire qu'aux impératifs d'ordre économique. Comme les parlementaires viennent tous faire valoir des préoccupations et des points de vue différents au Parlement, la priorité n'est pas toujours accordée aux opinions des économistes.

M. McCallum s'est toujours senti respecté en tant qu'économiste de formation. Jamais ne s'est-il fait dire « Vous n'êtes qu'un économiste » de façon désobligeante. Il note que dans ce monde empreint de populisme, le respect pour les économistes, tout comme le respect pour les scientifiques, les parlementaires et les médias, a diminué dans certains milieux. Malgré cela, dans l'ensemble, il estime que les économistes sont toujours bien respectés par la plupart des gens.

### Francis LeBlanc

Avant d'être élu député de Cape Breton Highlands—Canso en 1988, M. LeBlanc a travaillé comme analyste des politiques à Emploi et Immigration Canada, ministère au sein duquel il a mis à profit sa formation d'économiste pour conseiller le gouvernement sur les mesures à prendre pour réformer le régime d'assurance-chômage du Canada.

Au cours de son premier mandat, il a été porte-parole en matière de commerce pour le Parti libéral dans l'opposition et a par la suite mis à profit son expérience et ses compétences pour aider à orienter les réformes du gouvernement Chrétien à l'origine de la réduction des prestations d'assurancechômage et ayant entraîné la création du système d'assurance-emploi que nous connaissons aujourd'hui. M. LeBlanc admet que ces changements étaient controversés, mais soutient qu'ils étaient à l'époque nécessaires pour contenir le déficit. « Ce furent de difficiles décisions à prendre pour un gouvernement libéral, avoue-t-il, mais elles ont contribué à renforcer les finances du Canada et je crois que ma formation d'économiste m'a permis d'avoir une vision plus élargie de la question. »

M. Leblanc est d'avis que de bons principes économiques permettent de développer des politiques efficaces et que politiques efficaces et bons principes économiques se renforcent mutuellement. « Tôt ou tard, une mauvaise politique économique rattrape inévitablement un gouvernement. » Il qualifie son raisonnement économique de progressiste et l'attribue à l'influence de son mentor en politique, l'ancien vicepremier ministre Allan MacEachen, qui a également une formation en économie. Allan MacEachen, dont le nom est associé à de nombreuses réalisations de gouvernements libéraux antérieurs, dont l'assurance-maladie, était en son temps considéré comme faisant partie de la gauche du Parti libéral. M. Leblanc est d'accord avec les politiques progressistes défendues par M. MacEachen, mais n'est pas d'avis que des déficits puissent être ignorés.

### L'hon. John Godfrey

John Godfrey a été historien de l'économie avant d'entrer en politique. Il met à profit cette base de connaissances pour comprendre comment les sociétés évoluent économiquement au fil du temps, pour planifier l'avenir et pour étudier comment réagissent les gouvernements face aux crises économiques. Son livre, Capitalism at War, porte un regard sur la façon dont l'économie française a été mobilisée pendant la Première Guerre mondiale après qu'un grand nombre de ses usines aient été prises par les forces ennemies.

M. Godfrey compare le point de vue d'un économiste à celui d'un historien de l'économie dans ses propos sur l'agression russe contre l'Ukraine. Il affirme qu'au vu de la demande élevée et de la coupure de l'approvisionnement en pétrole russe, tout économiste en viendrait à conclure que la réponse du Canada à cette demande doit passer par la construction de pipelines. Tout historien de l'économie qualifiera cet impératif de changement sociétal nécessaire et affirmera qu'il est essentiel de soutenir ce changement par une ferveur accrue pour les énergies renouvelables face à la crise économique persistante que constitue le changement climatique.

M. Godfrey déplore que politiciens et politiciennes aient tendance à davantage se focaliser sur leurs gains électoraux à court terme que sur des objectifs à long terme. Malgré cela, il soutient qu'agir pour un avenir meilleur est une politique judicieuse. Il affirme cela en se fondant sur la présomption que chacun fait de la politique pour changer les choses plutôt que pour maintenir le statu quo. M. Godfrey souligne que nous devons penser au-delà des paradigmes économiques traditionnels pour pouvoir remédier à des problèmes aussi sérieux que la menace existentielle du changement climatique et pour trouver des moyens d'assurer la croissance de

Il est également d'avis que le point de vue d'un historien de l'économie est très utile pour comprendre les raisons pour lesquelles Toronto, une capitale technologique, ne compte pourtant encore aucune entreprise atteignant la taille d'entreprises comme Amazon et Microsoft, comme c'est le cas dans d'autres capitales technologiques. Il croit que cela est dû au fait que les mesures incitatives des gouvernements pour favoriser la croissance sont souvent inadéquates. M. Godfrey croit que les gens ont raison d'être sceptiques à l'égard de l'économie, car « un raisonnement microéconomique s'empare de façon inquiétante des institutions gouvernantes ». Il est d'avis que les économistes ne sortant pas des sentiers battus ne jouissent pas de la confiance des citoyens parce qu'ils ne proposent aucun moyen de révolutionner les systèmes pour promouvoir l'innovation.

Selon M. Godfrey, prendre des mesures sévères à l'encontre des paradis fiscaux afin que les personnes fortunées et les sociétés prospères paient leur juste part constitue un impératif économique sur lequel il est maintenant important de se focaliser. Cela ne fait pourtant pas de lui un socialiste et il soutient qu'après la pandémie de COV-ID-19, le gouvernement aurait intérêt à réduire les dépenses, comme il l'a fait après la Seconde Guerre mondiale. M. Godfrey croit à l'importance d'assurer un équilibre entre l'offre de programmes essentiels comme les programmes de garde d'enfants et de soins dentaires, et les mesures mises en place pour ne pas entraver les forces libres du marché. Bien qu'il ait quitté le Parlement depuis de nombreuses années, M. Godfrey s'emploie encore activement à conseiller des gouvernements en matière de politique économique, notamment en ce qui a trait au changement climatique.

Les économistes interrogés aux fins du présent article ont tous réaffirmé leur respect à l'égard des méthodes d'analyse politique autres que les règles établies par la science économique. L'économie est extrêmement pertinente en politique, mais elle n'a pas réponse à tout. Les économistes consultés dans le cadre de cet article s'accordaient également tous pour dire que leur formation en économie ne se réduisait pas à une simple compréhension des enjeux économiques. Ils la considèrent comme une façon de voir le monde. Bien qu'ils aient proposé des solutions différentes pour concilier politiques économiques et objectifs électoraux, tous ont défendu les politiques économiques qu'ils ont fait valoir aux électeurs. Alors que notre pays cherche des moyens de remédier à des problèmes économiques comme le changement climatique, l'inflation et la fiscalité, il est utile et profitable de prendre en compte les points de vue d'ex-parlementaires possédant une formation en économie.



# L'hon. Len Marchand, un pionnier avec une longue liste de premières à son actif

Par I'hon. John Reid

L'hon. John Reid.

a plupart des députés ne prêtent pas beaucoup attention aux vies antérieures de leurs collègues de la Chambre des communes. La raison en est que tous les députés sont passés par le même processus pour être élus, de sorte que tout le monde part un peu du même point. Il n'est pas facile d'accéder à la Chambre des communes et il faut du temps pour que les personnes s'habituent à leur nouvelle réalité. Il y en a, bien sûr, qui sont plus égaux que d'autres, généralement les ministres du cabinet et ceux qui sont arrivés avec une réputation politique. Mais tous est soumis à la même discipline : il faut être élu. Il y a un taux de roulement d'environ 35 % à la Chambre après une élection normale, qui comprend ceux qui ne se sont pas représentés, ceux qui sont décédés et ceux qui ont été défaits. Il y a toujours un grand nombre de nouveaux venus dans la Chambre.

Len Marchand est entré à la Chambre des communes après l'élection de 1968. Il est arrivé avec une réputation politique, puisqu'il avait gagné la circonscription de Kamloops contre Davie Fulton. M. Fulton était une véritable puissance à la Chambre des communes, en raison de son bon sens et son activisme dans la recherche d'une solution aux problèmes constitutionnels qui étaient débattus à cette époque. Trouver un moyen de modifier notre constitution était une difficulté et la formule Fulton/Favreau était un pas important vers la recherche d'une solution.

Len est arrivé discrètement à la Chambre des communes. Il était membre inscrit des Premières Nations et, en fin de compte, il a été le premier à siéger à la Chambre des communes\*; mais nous ne le savions pas à l'époque et cela ne s'est su qu'après son départ. Il s'est avéré que Len était un pionnier, avec un grand nombre de « premières ». Gagner Kamloops n'était pas sa première incursion en territoire inconnu. Len n'était pas un « novice » en politique. Il avait travaillé pour Arthur Laing et Jack Nicholson, tous deux membres du cabinet élus en Colombie-Britannique. Il a travaillé sur les Affaires

indiennes pour eux. Après avoir été élu, il a été nommé secrétaire parlementaire de Jean Chrétien, qui était alors ministre des Affaires indiennes.

Len est né en 1933 de parents analphabètes et était membre de la bande indienne d'Okanagan. Il a fréquenté le pensionnat indien de Kamloops pendant deux ans et a décrit cette expérience comme étant formatrice pour son avenir. Il avait deux reproches à faire : il n'aimait pas la nourriture et détestait le shampoing à l'huile de charbon, conçu pour tuer les poux. Il a décrit l'éducation qu'il y a reçue comme étant très bonne. Elle lui a permis d'intégrer l'école secondaire de Vernon. Il a été le premier Indien inscrit à être diplômé de cet établissement.

Il a cependant dû redoubler sa dernière année, car il n'avait pas les cours requis pour intégrer l'Université de la Colombie-Britannique où il a été l'un des premiers Autochtones à intégrer une université. Il a obtenu un diplôme en foresterie, suivi d'une maîtrise en foresterie à l'Université de l'Idaho. Il a travaillé au centre de recherche de Kamloops et a été coauteur d'un certain nombre d'articles.

Il avait été admis pour entreprendre son doctorat en foresterie, mais a reçu un appel du président du Parti libéral de Kamloops, qui lui offrait de se présenter comme candidat à l'élection de 1968. Il a d'abord hésité, puis a décidé de se présenter, car s'il gagnait, il irait à Ottawa; s'il perdait, il pourrait poursuivre son doctorat. C'était l'année de l'élection de Pierre Trudeau, et Len a également été élu. Après avoir été secrétaire parlementaire de Jean Chrétien, il est devenu ministre de la Petite entreprise et était chargé de mettre en place le système métrique. Il y est parvenu et est alors devenu ministre de l'Environnement (1977-1979). Il a perdu aux élections de 1979. Toutefois, il a été nommé au Sénat en 1984. Il est resté en poste jusqu'en 1998, puis a pris sa retraite avant l'âge de retraite.

De retour à Kamloops, Len a accepté le poste d'administrateur en chef de la toute nouvelle Association tribale Nicola. On lui accordait beaucoup de crédit pour ses capacités d'administrateur et de plus, en raison de sa stature, il était le dirigeant de l'organisation. Au fil du temps, l'organisation a connu un très grand succès. Le chef de la bande de la haute Nicola, Harvey McLeod, a déclaré que la nouvelle organisation avait besoin d'un homme de la stature de Len pour jouer un rôle prépondérant auprès des cinq bandes et établir une relation avec le gouvernement fédéral et les communautés environnantes. Il a connu un très grand succès.

Len a mené une carrière active en tant qu'universitaire, politicien et défenseur des diverses communautés autochtones. Il a donné une image très positive de ce qui pouvait être accompli, et son travail pour son peuple était énorme, tant par ce qu'il a réalisé que par l'exemple qu'il a donné. Il semblait très calme, mais en privé, il avait un esprit vif et était toujours prêt à discuter.

Len Marchand était un véritable dirigeant de son peuple et de la grande communauté de Kamloops qu'il a représentés à la Chambre des communes pendant une décennie. Il a été l'homme de nombreuses premières et a montré la manière de participer à la vie politique ainsi qu'à la société communautaire. Il a écrit une autobiographie intitulée « Breaking Trail ». Cette autobiographie porte bien son nom, puisque c'est exactement ce qu'il a fait.

Len a été marié à Donna Parr pendant 56 ans. Ils ont eu deux enfants. Lori Marchand est une administratrice des affaires culturelles en Colombie-Britannique; son frère, Len, est membre de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique.

\*Louis Riel, un Métis du Manitoba, a été le premier Autochtone à être élu à la Chambre des communes, mais il n'a jamais siégé, bien qu'il ait été élu trois fois (la première fois en 1869, à nouveau en 1873 et puis en 1874). Sa tête était mise à prix pour l'exécution d'un certain Thomas Scott pendant la rébellion de Riel.

L'hon. John Reid a été député libéral de Kenora—Rainy River de 1965 à 1984.

Suite à la Colline Été 2022 Page 21



# La voix de la raison : est-elle disparue à jamais?

Par Dorothy Dobbie

Dorothy Dobbie.

1 y a toujours eu des voix extrêmes de part et d'autre d'un débat, mais la voix de la raison l'a emporté au cours de la seconde moitié du siècle dernier. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas eu des moments où les tiraillements à droite ou à gauche n'ont pas enflammé l'imagination de nos jeunes. Les années 1960 et 1970 ont été marquées par des enjeux assez polarisés, dont beaucoup refont surface aujourd'hui, comme la question de l'égalité des droits et des chances pour les femmes, les Autochtones, les Noirs et les membres de la communauté LGBTQ+. Fait intéressant, bon nombre de ces enjeux sont encore d'actualité : salaire égal pour travail égal, égalité des droits, accès à l'éducation, droit d'épouser la personne que l'on aime, quelle que soit son orienta-

Ces décennies ont été une période de bouleversements. Les policiers étaient traités de « porcs ». Des enlèvements et des assassinats avaient lieu chez nos voisins, et même ici, avec la crise au Québec. Des guerres lamentables se déroulaient dans les pays du tiers monde. Les émeutes et la désobéissance civile, alimentées par la drogue, étaient monnaie courante, surtout au sud de la frontière. Des protestations et des blocus étaient organisés par des Autochtones. Certaines causes étaient appuyées si farouchement que des gens allaient jusqu'à s'immoler pour faire valoir leur point de vue.

En même temps, des masses de jeunes gens abandonnaient notre société civile, cherchant une nouvelle façon de vivre ensemble, sans droits de propriété, dans des communes où tout le monde était égal et où chacun travaillait pour tous. Les montagnes inhabitées de Colombie-Britannique étaient une destination populaire pour commencer une nouvelle vie au Canada, une vie où l'amour libre pouvait prospérer dans une nouvelle utopie.

Je voyais tout cela avec détachement, occupée à élever de jeunes enfants et à lutter pour joindre les deux bouts en travaillant et en contribuant à la création d'une entreprise. À l'époque, il n'y avait

pas de chaînes d'information en continu. Les horreurs de l'actualité ne faisaient pas vraiment partie du tissu de notre quotidien. Nous n'étions pas bombardés de tragédies du matin au soir.

Au bout du compte, la réalité et la raison, avec la maturité, se sont insinuées dans la vie de ces jeunes, et la régression économique a été suivie d'une période d'excès : trop d'argent en circulation, et trop peu d'autodiscipline. La quête de l'amour libre est devenue une quête d'argent. Nous tenions pour acquis que les batailles avaient été menées et gagnées. Des femmes étaient élues, tout le monde avait un ami noir, gai ou « amérindien » - voire les trois. Nous avons commencé à prendre en compte les personnes handicapées. Nous nous sommes débarrassés de la peine de mort, avons légalisé l'avortement et avons commencé à restreindre la possession d'armes à feu. Nous avons même adapté notre langage pour suivre les dernières tendances en matière de justice sociale... et tout cela, avant le début du XXIe

Pourtant, malgré toute l'agitation de ces quelque trente années, il semble qu'il y ait toujours eu une main ferme sur le volant pour nous préserver des pires excès. Les injures et le jeu des reproches n'étaient pas tellement en vogue. De temps en temps, les journalistes dénonçaient les pitreries de députés lors de la période des questions, et on parlait beaucoup du sénateur quelconque qui s'endormait en chambre. Il s'agissait toutefois d'événements passagers, qui laissaient à peine une trace dans notre conscience.

Puis, il s'est produit une chose remarquable qui augurait bien pour un avenir radieux. Le rideau de fer qui entourait l'Union soviétique est tombé, et c'est comme si un poids géant avait été retiré des épaules du monde. La menace d'un conflit nucléaire imminent qui pesait sur ma génération, les baby-boomers, depuis l'époque où nous fréquentions l'école primaire et où l'on nous enseignait à nous mettre à l'abri au cas où une bombe nous tomberait dessus en classe, s'est mirac-

uleusement dissipée. Nous pouvions à nouveau respirer librement. Nous ne ressentions aucune menace de la part de la Chine. Le pays était en difficulté depuis la mort de Mao en 1976, et luttait pour surmonter les horreurs qu'il avait fait subir à son peuple et à son économie. Le monde semblait sécuritaire à nouveau.

Quelques décennies plus tard, ce vieux modèle familier commence à ressurgir. Après une période de stabilité raisonnable, avec trois gouvernements assez solides aux commandes à Ottawa, soit ceux de Mulroney, de Chrétien et de Harper, l'agitation montait. Les membres de la génération émergente étaient à la recherche de quelque chose de nouveau. Bien nourris, bien éduqués dans tous les domaines - sauf l'Histoire -, et armés de la technologie, ils ont été envoyés en mission par leurs éducateurs pour transformer le monde en ce vieux rêve utopique, celui qui avait été abandonné à cause de son manque de pragmatisme, de réalisme et de raison quelques décennies auparavant.

Cette fois, cependant, ils ont voulu secouer un peu plus les choses. En fouillant dans l'arsenal des vieilles leçons sur l'art de la guerre, ils ont choisi de « diviser pour conquérir ». D'abord, il a fallu établir les « dix commandements », les vertus qu'ils considèrent comme justes dans le monde. Deuxièmement, créer un langage pour décrire ces vertus. Troisièmement, évoquer une menace imminente, une ou plusieurs causes pour lesquelles les gens vertueux seraient prêts à se battre. Quatrièmement, identifier les victimes auxquelles les gens vertueux pourraient s'accrocher pour ancrer leur cause. Cinquièmement, nommer l'ennemi, le qualifier d'immoral d'abord, puis de dangereux pour la cause. Le déclarer maléfique s'il remet en question les vertus, le danger ou la cause.

Tout était en place pour une sérieuse perturbation. Et, pour le bonheur des perturbateurs, un heureux hasard s'est produit. Un virus mondial s'est abattu sur nous, constituant une menace « existentielle » pour notre monde. Au nom de la sécurité, les gens ont dû se conformer à de

Page 22

nouvelles restrictions et adopter de nouvelles vertus. Le mot « liberté » est devenu immoral. Un nouveau Dieu, nommé « Science », a été invoqué pour ajouter du poids aux mandats des vertueux. Les perturbateurs, qui ne sont ni de droite ni de gauche, mais plutôt omniprésents, ont plus de munitions pour assaisonner la marmite des vertus.

Et soudain, sans même qu'on s'en rende compte, la démocratie en laquelle nous avions confiance ne fonctionne plus aussi bien. Les services sur lesquels nous avons longtemps compté ne sont plus à la hauteur. Les systèmes se détraquent. Les gouvernements ne peuvent pas réagir, parce que la confusion est partout. Il y a des manifestations, des problèmes de « chaîne d'approvisionnement », de longues files d'attente, des pénuries de nourriture et une inflation galopante alors même que, inexplicablement, le taux d'activité est faible et que personne ne cherche d'emploi. De vieilles alliances sont rompues, alors que des pays abandonnent une tâche irréalisable qu'ils avaient assumée en s'immisçant dans les affaires d'un autre peuple. Une nouvelle guerre éclate, alors qu'un pays tente d'imposer sa volonté sur un autre.

Je sais que cela ressemble à un scénario terrifiant, mais je ne rejette la faute sur personne. Non seulement le blâme est l'une des armes des perturbateurs, mais tout ce gâchis est aussi cyclique, et ceux que j'appelle « les perturbateurs » sont prompts à l'exploiter. Qui sont les perturbateurs? Ce sont des gens insatisfaits, en colère, qui ont toujours ressenti très vivement leur manque de contrôle. Ils n'ont pas de couleurs, d'affiliations politiques ou de croyances religieuses particulières. Ils sont parmi nous, remplis d'amertume, et ils tirent satisfaction de la tourmente. Ils jouent sur nos peurs et nos préjugés naturels, car ils se nourrissent de négativité.

Ceux d'entre nous qui ont vécu longtemps et qui ont déjà connu cette situation doivent essayer d'avoir une vision à long terme des événements actuels et se faire la voix du calme et de la raison. Je pense que cette période de turbulences se résorbera d'elle-même, mais nous pouvons peut-être contribuer à amortir l'atterrissage.

Chacun d'entre vous saura instinctivement quoi faire et comment apaiser les passions créées par la peur et l'incertitude dans vos propres communautés. L'essentiel, c'est que la voix de la raison nous appartienne.

Dorothy Dobbie a été députée de Winnipeg-Sud pour le parti progressiste-conservateur de 1988 à 1993.

# L'avenir est plus grand

### Comment l'équipe de l'édifice du Centre détermine le nombre de sièges dans les chambres rénovées

Par Gina Gill Hartmann

ant de Canadiens sont passés dans les grands halls de la Colline du Parlement. À chaque nouvelle élection, des visages nouveaux et familiers prennent place derrière les pupitres patrimoniaux alignés dans les chambres.

À mesure que le temps passe et que le pays progresse, il faut de plus en plus de députés pour représenter la population en croissance des différentes régions. Cela soulève la question suivante : où ces gens se rassembleront-ils tous?

On estime que d'ici 2071, 400 places seront nécessaires pour composer avec l'augmentation de la population. L'équipe qui travaille avec acharnement sur la Colline pour créer un espace sécuritaire et moderne pour tous les députés et les visiteurs n'ont pas sorti ce chiffre du proverbial chapeau.

« Lorsque nous nous sommes attaqués à ce projet, nous pensions que ce serait assez simple, et qu'il nous suffirait d'examiner les données du recensement et la croissance de la population. Nous croyions qu'en examinant les modèles de croissance décennale, nous arriverions simplement à un chiffre. Mais lorsque nous avons fait cela, nous sommes arrivés à plus de 400, ce qui nous a semblé un peu élevé, explique Darrell de Grandmont, directeur du programme de l'édifice du Centre. En fait, c'est plus compliqué que ça. Il faut tenir compte de la Loi sur la représentation équitable en combinaison avec le recensement. La Loi est assortie d'une formule qui permet d'évaluer la croissance et les tendances de la population, tout en tenant compte des aspects qui pourraient contribuer à une baisse de la population. »

Actuellement, le Canada est divisé

en 338 circonscriptions électorales, qui envoient chacune un député à la Chambre des communes. Après chaque recensement décennal, le nombre de circonscriptions électorales à répartir entre les provinces est calculé par Élections Canada en fonction des données sur la population de Statistique Canada et de la formule décrite à l'article 51 de la Loi constitutionnelle de 1867. Dans le cadre de la réhabilitation de l'édifice du Centre, la Chambre des communes a collaboré avec Élections Canada pour produire une estimation qui permettra de prévoir le nombre de sièges requis au cours des prochaines années. Ainsi, on estime qu'il y aura 400 députés en 2071.

L'équipe du Programme de l'édifice du Centre est consciente qu'il est extrêmement important de trouver des moyens de répondre à la croissance du nombre de députés à la Chambre. Cela fait donc partie de la Vision et du plan à long terme (VPLT) qui est mis à jour régulièrement.

« En ce qui concerne la façon d'accueillir plus de députés à l'avenir, nous examinons nos options. C'est un processus continu, et nous allons continuer à mettre à jour la VPLT et à travailler à peaufiner les conceptions pour nous permettre d'accueillir ces 400 députés. Mais viendra un temps, dans trente ans, où quelqu'un devra regarder plus loin que ça. C'est une échelle mobile. Nous ne pouvons considérer que ce que nous savons maintenant », déclare M. de Grandmont.

L'équipe du Programme de l'édifice du Centre s'est également tournée vers l'étranger afin d'examiner les défis avec lesquels sont aux prises d'autres parlements en pleine croissance.

« Si on prend le parlement britan-

nique, par exemple, sa chambre est plus grande que le nombre de personnes pouvant être accueillies. Les Britanniques ont vu la chose d'une autre manière que nous, parce que leur façon de voter diffère aussi de la nôtre. En fin de compte, c'est aussi la procédure et les députés qui déterminent certains de ces aspects. »

M. de Grandmont et son équipe ont axé leurs efforts sur la création d'un espace approprié pour tous les députés dans les années à venir, sans compromettre l'esthétique et l'aspect patrimonial de la Chambre. Lorsque le nombre de sièges à la Chambre a été porté à son nombre actuel de 338 députés, les Services des métiers ont dû créer des reproductions des pupitres qui ressemblaient aux meubles d'origine.

«Les pupitres sont formidables. C'est un travail remarquable », souligne M. de Grandmont. « Nos pupitres patrimoniaux sont très appréciés, et nos gens de métier sont extrêmement habiles : ils donnent l'impression que les reproductions font partie du mobilier d'origine. »

Cette approche sera conservée au moment d'ajouter de nouveaux meubles à l'espace, mais en fin de compte, il faudra peut-être revoir la taille des pupitres et le nombre de personnes que l'espace peut accueillir si le nombre de députés augmente après la ré-évaluation du recensement.

« Nous avons dit aux parlementaires de s'attendre à une approche progressive en ce qui concerne les places assises dans la Chambre, qui pourrait inclure une réduction des pupitres patrimoniaux ou l'installation de sièges rabattables sur certains bancs. Cependant, on nous a dit que les députés n'aimaient pas les sièges rabattables actuels. Nous devrons donc trouver l'équilibre entre le maintien de l'aspect patrimonial et l'augmentation du nombre de sièges à un nombre pratique. »

Le principal problème des sièges rabattables dans la Chambre, c'est le fait qu'ils compliquent la circulation, puisque les députés sont encadrés par leurs collègues dans la rangée. Si quelqu'un doit se lever, il doit demander aux autres de se déplacer, relever son siège et déranger chacun au passage, un peu comme on fait une sortie remarquée dans un cinéma au milieu de la projection.

« Personne ne veut se lever pour aller chercher du maïs soufflé si c'est pour déranger toute la salle », plaisante M. de Grandmont à propos du processus.

Ce problème peut sembler mineur, mais il a nui au travail des députés, et l'équipe cherche à le résoudre pendant les travaux de rénovation.

« Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour conserver les pupitres patrimoniaux et nous sommes à l'écoute des besoins des parlementaires et des défis qu'ils doivent surmonter dans la Chambre actuelle. Cela nécessitera plusieurs stratégies, et nous continuons à chercher de nouvelles approches pour les sièges. »

### La formule actuelle de révision du nombre de sièges

a formule actuelle de répartition des sièges de la Chambre des communes entre les provinces a été adoptée par le Parlement dans la Loi constitutionnelle de 1985 (représentation électorale). Elle est fondée sur les étapes figurant dans l'article 51 de la Loi constitutionnelle de 1867 :

L'étape 1 est fondée sur le principe de la représentation selon la population. On détermine un quotient (qui équivaut théoriquement au nombre moyen de citoyens par siège), puis on divise la population de chaque province par ce quotient.

• Dans la formule, 279 à été fixé comme diviseur permanent pour déterminer le quotient électoral. En effet, 279 était le nombre de sièges provinciaux à la Chambre des communes au moment où la formule a été adoptée, en 1985. Il n'a pas été permis d'ajuster ce diviseur au fil du temps pour refléter le nombre réel de sièges provinciaux à la Chambre des communes (qui est actuellement de 305).

L'étape 2 permet d'attribuer des

sièges supplémentaires à certaines provinces lorsque le nombre obtenu à l'étape 1, en fonction de la population, est inférieur au nombre de sièges auquel ces provinces ont droit en vertu de l'une des deux garanties minimales de sièges énoncées dans la Loi constitutionnelle :

• La « clause sénatoriale » : ajoutée en 1915 et décrite à l'article 51A de la Loi constitutionnelle de 1867, la clause sénatoriale prévoit qu'une province a toujours droit à un nombre de sièges à la Chambre des communes au moins égal au nombre de sénateurs qui la représente.

• La « clause des droits acquis » : ajoutée en 1985 et décrite à l'article 51 de la Loi constitutionnelle de 1867, la clause des droits acquis garantit que le nombre total de sièges de députés d'une province ne peut pas être inférieur au nombre que détenait cette province en 1985.

L'étape 3 consiste à additionner le nombre total des sièges attribués aux provinces et un siège pour chaque territoire pour obtenir le nombre total de sièges. L'effet combiné de la fixation du diviseur à 279 et des garanties de sièges accordées aux provinces affichant une faible croissance est d'empêcher les provinces à croissance rapide de recevoir une proportion de sièges qui correspond à leur part relative de la population. En ce moment, toutes les provinces, sauf l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta, sont avantagées par l'une ou l'autre des garanties de sièges prévues par la Constitution.

La formule actuelle a ralenti la croissance de la Chambre des communes, mais au détriment des provinces dont la population augmente plus rapidement. Ces provinces sont maintenant de plus en plus sous-représentées à la Chambre des communes par rapport à leur population, et la situation va probablement s'accentuer si cette formule continue à être utilisée pour déterminer la future répartition des sièges.

Tiré de la page sur la Loi sur la représentation équitable du site Web du gouvernement du Canada.

# Députés musicaux : groupes de musique sur la Colline

Par Ty Bradley

es députés travaillent fort pour leurs électeurs, tant à Ottawa que dans leurs circonscriptions respectives. Un moyen éprouvé par les députés de décompresser est de jouer de la musique. Certains groupes de députés sont passés au niveau supérieur en se réunissant pour former des groupes de musique. Grâce à ces groupes, ces députés ont pu nouer des amitiés durables et favoriser la camaraderie entre députés de différentes régions du pays.

Groupe de gospel MP5

Certains députés conservateurs du gouvernement Harper faisaient partie d'un groupe appelé le MP5. Les mercredis soirs, après le souper, ces cinq députés tenaient des répétitions qui étaient pleines de plaisir et d'improvisation. Ed Fast, le député conservateur d'Abbottsford, est un pianiste très talentueux, qui pouvait jouer presque n'importe quelle chanson sur demande. Les autres membres du groupe étaient des vocalistes et, ensemble, ils formaient une harmonie à cinq voix. Le groupe s'est spécialisé dans le gospel du Sud, mais a également joué du rock classique des années 1950 et des airs favoris comme des chansons des Beatles. Chuck Strahl chantait la basse, Randy Kamp était le baryton, Mark Warawa était le chanteur principal et Kevin Sorenson était le ténor. Deux choses sont essentielles pour un quatuor de gospel. Un excellent pianiste et un bon ténor aigu. M. Fast a apporté ses grands talents de pianiste et M. Sorensen a pu chanter des notes aiguës avec puissance au grand plaisir du public. M. Strahl se souvient de l'improvisation pendant les chansons, et des glissements et de l'alternance entre la basse profonde et le ténor aigu pour s'amuser avec le public. Le MP5 a donné des prestations notamment au concert de Noël annuel de la Chambre des communes, à des activités de collecte de fonds, dans des églises ainsi qu'à des événements politiques. Un événement notable a été une collecte de fonds au Centre national des Arts, où ils ont joué la chanson « The Rumour Mill » en référence au public politique d'Ottawa.

### **Bons Jacks**

À la suite de la vague orange des néodémocrates au Québec en 2011, des députés néo-démocrates francophones ont créé un groupe appelé les « Bons Jacks », appelé ainsi en souvenir du regretté Jack Layton. Ils ont eu l'idée de créer le groupe pendant une réunion du NPD où Charlie Angus jouait de la musique. Tom Mulcair a demandé s'il



Les Bons Jacks. Photo de Robert Aubin.

pouvait y avoir un équivalent français à la réunion du NPD. Les Bons Jacks ont pris l'initiative de jouer de la musique québécoise francophone pendant les rassemblements sociaux-démocrates. C'est Robert Aubin qui comptait la formation musicale la plus officielle au sein de ce groupe, puisqu'il avait obtenu un diplôme en musique. Il chantait et jouait du piano. Pierre Dionne Labelle était le guitariste du groupe, François Lapointe était le percussionniste et Jean Rousseau jouait de la basse. Chaque membre du groupe apportait des talents uniques et utiles au groupe. Les Bons Jacks ont converti un bureau en espace musical permanent et y répétaient chaque semaine. Les Bons Jacks ont joué à toutes les réunions du NPD et se sont produits dans de nombreuses régions du Québec afin de recueillir des fonds pour des associations de circonscription. Ce qui a fait la cohésion de ce groupe, c'est la grande amitié qui s'est nouée entre ses membres lorsqu'ils jouaient leur musique traditionnelle francophone devant divers publics sociaux-démocrates.

### True Grits

Un an après l'élection du gouvernement de Jean Chrétien, un groupe de députés libéraux a décidé de former un groupe musical pour célébrer l'anniversaire de leur victoire. Leur mission était de réunir tous les libéraux qui jouaient un instrument dans un groupe appelé les True Grits. Le député de London, Joe Fontana, était le batteur, Stan Keyes jouait le keytar, Tony Valeri jouait de la basse, Roger Gallaway était à l'orgue, Ron Irwin était le pianiste, Fred Mifflin jouait de la guitare et chantait, Pierrette Ringette était la chanteuse principale et Don Boudria jouait de la guitare. Le premier ministre Jean Chrétien se joignait aussi parfois à eux et jouait de son trombone à pistons. Les True Grits étaient connus pour se produire plus souvent qu'ils



L'hon. Don Boudria (du groupe True Grits) joue de la guitare. Photo de Jean-Marc Carisse.

ne répétaient, mais ils répétaient assez souvent dans le bureau de Joe Fontana situé dans l'édifice de la Confédération. Les True Grits se produisaient souvent lors de rassemblements du Parti libéral, notamment lors de la fête de Noël libérale au Centre des congrès. Les True Grits ont déjà joué devant des centaines de libéraux lors d'une réunion estivale du caucus à Shawinigan. Ils ont également enregistré une « cassette de l'unité nationale » dans le cadre de la préparation du référendum de 1995. Deux moments déterminants pour les True Grits ont été de jouer au prestigieux événement « Politics and the Pen » et de participer à l'émission de Julie Snyder à Montréal. La musique de choix des True Grits était le rock'n'roll des années 1960 et 1970. Les membres du groupe riaient et s'amusaient, et ils leur arrivaient de boire quelques bières lors de leurs répétitions. Il arrivait souvent que leurs répétitions dans le bureau de M. Fontana sur la Colline se prolongent tard dans la soirée. Le groupe a été excellent pour le moral du caucus, car il faisait tomber les tensions et rassemblait tous les membres du caucus pour passer du bon temps ensemble.

Les députés doivent travailler fort pour leurs électeurs, mais il faut un nécessaire équilibre entre ce dur labeur et la camaraderie et le plaisir. Cela permet aux députés d'être énergiques et efficaces dans leur travail de représentation de leurs électeurs. Ces groupes ont permis aux députés de nouer diverses amitiés et de renforcer leurs relations avec d'autres parlementaires. Le MP5, les Bons Jacks et les True Grits sont issus de trois traditions politiques différentes, mais de trois traditions humaines très similaires. Ces trois groupes étaient formés de personnes qui se réunissaient pour créer de la musique, divertir les autres, s'exprimer et nouer des amitiés durables.

Suite à la Colline • Été 2022

# Hélène LeBlanc se demande pourquoi il n'y a pas plus de collaboration à la Chambre

Par Gina Gill Hartmann

Élène LeBlanc a siégé à la Chambre des communes pendant un mandat de quatre années, desquelles elle a retiré beaucoup plus que ce à quoi elle s'attendait.

« J'ai vraiment eu un privilège d'être la porte-parole en matière des sciences et de la technologie, puis la porte-parole en matière de l'industrie pour l'opposition officielle. Ce rôle m'a donné l'occasion de rencontrer beaucoup de gens et d'apprendre énormément de choses », se souvient Hélène. « Vers la fin de mon mandat, j'ai eu le privilège d'être la présidente du Comité permanent de la condition féminine. Il n'y a que quelques comités pour lesquels les députés de l'opposition officielle peuvent occuper les fonctions de président. »

Après sa défaite en 2015, Hélène a traversé une période de deuil.

« Je l'ai vécu un peu comme un choc. Je pense que, tel un athlète visant la médaille d'or, les personnes qui se portent candidates aux élections sont complètement concentrées sur la victoire. Puis, quand nous perdons, tout s'arrête subitement. »

Comme c'est le cas pour beaucoup d'exparlementaires, Hélène a eu une période d'adaptation. Tout en fermant le bureau d'Ottawa et celui de sa circonscription et en disant au revoir à son équipe et à ses collègues, elle a dû réfléchir à ce qu'elle ferait par la suite.

Finalement, en 2016, elle a déménagé de Montréal pour venir s'installer à Toronto, où elle a retrouvé d'anciens collègues ayant formé une « sorte de groupe de soutien ». Là-bas, Hélène a décidé d'aider des organismes qui abordent des enjeux en accord avec ses valeurs. Elle a été membre du conseil d'administration du Women's Healthy Environments Network (WHEN) et a travaillé à titre de bénévole pour le Sustainability Consultant Network.

En 2017, Hélène s'installe dans la zone touristique du comté de Prince Edward et décide d'ouvrir un gîte touristique. C'était la première fois qu'elle travaillait en tant qu'entrepreneure et, bien qu'elle ait travaillé dans le service à la clientèle auparavant, son expérience en politique s'est



Hélène LeBlanc.

avérée être un atout pour les relations publiques et le marketing. Elle a été une membre active de la Chambre de commerce locale ainsi qu'une guide touristique pour la société historique du comté.

- « Je voulais poursuivre ce que je faisais en politique, c'est-à-dire de rencontrer des gens et d'établir des contacts. J'aimais vraiment cet aspect », affirme-t-elle.
- « Vous pouvez sortir quelqu'un de la politique, mais vous ne pouvez pas sortir la politique de quelqu'un, une fois celuici touché par l'expérience. J'ai toujours été intéressée par la politique et je me devais de rester impliquée. » En 2019, elle a participé à la campagne fédérale du Nouveau Parti démocratique (NPD) dans la circonscription de Baie de Quinte.
- « J'étais heureuse d'accompagner et d'aider notre candidate locale », déclaret-elle. « J'ai vraiment aimé jouer le rôle de mentore. Nous avions une jeune femme dynamique comme candidate, et j'ai tiré beaucoup de satisfaction à partager mon expérience avec elle. J'ai également posé des affiches et fait du porte-à-porte. C'était génial et c'était aussi une sorte d'expérience guérissante. »

La première expérience d'Hélène en politique se situe au niveau municipal en 2009, lorsqu'elle s'est présentée pour le poste de conseillère du district de Saint-Paul-Émard.

« La politique municipale a été mon premier amour, car c'est très concret. Vous traitez d'enjeux qui touchent les gens au quotidien. Aussi, ma mère était la mairesse de ma ville natale », explique-telle.

De retour à Montréal, Hélène a donc commencé à faire du bénévolat pour Projet Montréal en vue des élections municipales. Une fois de plus, elle s'est retrouvée dans les coulisses à soutenir les candidats locaux, à faire du porte-à-porte et à faire des appels téléphoniques. La campagne a été un succès.

« C'était agréable de connaître la victoire avec les gens d'ici et c'était très satisfaisant. Nous nous sommes beaucoup amusés. J'aime toujours parler aux gens et m'impliquer de cette façon. C'était merveilleux. »

Hélène travaille maintenant à plein temps comme enseignante de français dans une école secondaire de Montréal.

Lors de son mandat à la Chambre des communes, Hélène souhaitait davantage de collaboration entre les partis, comme c'est le cas dans les comités représentants tous les partis politiques. Elle était membre du caucus parlementaire multipartite des coopératives et du caucus de l'aérospatiale.

« Les membres de ces caucus ont eu l'occasion de discuter ouvertement sur des sujets d'intérêt commun.

C'était formidable de collaborer avec des collègues provenant de tous les partis et de toutes les régions du Canada. J'aurais aimé que ce soit plus comme ça à la Chambre des communes. J'aurais également souhaité que le travail des caucus soit davantage promu par les médias et apprécié par les bureaux des leaders, car c'est là qu'il y a collaboration de manière non partisane », déclare-t-elle.

« Nous travaillons pour le peuple canadien, et non pour le parti. Nous devrions être capables d'avoir une vision de ce qui est bon pour le Canada à long terme, et non une vision axée sur la prochaine élection. »

Page 26

### L'hon. James Moore a mis son expérience parlementaire derrière lui pour jouer le rôle le plus important de sa vie

Par Gina Gill Hartmann

'èx-député James Moore est une personne extrêmement accomplie et prospère, mais il a quitté la politique pour assumer le rôle plus important de père.

Îl est devenu député à l'âge de 24 ans et est demeuré député jusqu'à l'âge de 39 ans – et ce n'est là qu'un aperçu de ses nombreuses réalisations. Pendant ses années sur la Colline, il a été ministre de l'Industrie, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles ainsi que secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commerce international.

Il a siégé à divers conseils d'administration dans le passé et il siège actuellement à de nombreux autres. Il est aujourd'hui conseiller d'affaires principal au sein de la société multinationale Dentons Canada et conseiller en politiques publiques auprès de la société internationale Edelman.

Bien que toutes ces expériences soient importantes et qu'elles aient permis à James de tirer de nombreuses leçons et d'acquérir des compétences, ce n'est pas exactement ainsi qu'il mesure sa réussite personnelle. L'ex-député est surtout fier d'avoir décidé de quitter le Parlement après 15 ans afin d'être plus disponible pour son fils.

« Je ne porte pas de jugement sur les personnes ayant choisi de rester en politique, mais étant originaire de la Colombie-Britannique, pour moi, les déplacements étaient longs et ce sont des années qui ne se récupèrent pas. Renoncer à faire un autre mandat au gouvernement peut être un regret, mais passer à côté de l'enfance de son enfant et d'être là en tant que père n'était pas quelque chose que je voulais compromettre », a expliqué James. « Il y a beaucoup de gens qui pourraient se faire élire député de Port Moody—Westwood—Port Coquitlam et beaucoup d'autres qui pourraient être ministre de l'Industrie, mais il n'y a qu'une seule personne sur cette planète qui peut être le père de Spencer. Il était temps pour moi de rentrer à la mai-

Il se souvient du jour où il a pris la décision de quitter la politique. Son fils Spencer est né avec une dysplasie squelettique et, alors que sa femme se rendait à



L'ex-député fédéral l'hon. James Moore.

un rendez-vous médical, James a assisté au rendez-vous avec elle par FaceTime depuis une cabine téléphonique de la Chambre des communes. La liste des consignes de soins que sa femme recevait pour Spencer était longue et accablante, et James se sentait très loin de sa famille. C'est à ce moment-là qu'il a su qu'il était prêt à tirer sa révérence.

Bien sûr, 15 ans au Parlement, ce n'est pas rien, d'autant plus qu'il avait commencé à siéger à un âge relativement jeune et qu'il avait même réussi à obtenir sa maîtrise pendant qu'il était député. La période qui a suivi son départ a également été très significative.

« Comme je ne faisais pas campagne cet automne-là, mon père venait tous les dimanches avec du maïs soufflé mélange Chicago et nous commandions de la pizza et regardaient le football avec Spencer pendant toute la saison. Les Seahawks ont connu une bonne saison cette année-là. Au printemps 2016, mon père est décédé, mais j'avais eu l'occasion, l'année précédente, d'être avec lui et mon fils et ce sont probablement les six mois les plus précieux de ma vie », se souvient M. Moore. « Beaucoup de gens n'ont pas cette possibilité. Moi, je l'ai eue et j'en ai donc profité pour mettre en place la vie que j'ai maintenant. »

James se souvient de son séjour sur la Colline comme d'un grand privilège, d'une période extrêmement significative et importante.

« Être député n'était pas tant une carrière qu'une occasion – une occasion de servir et de faire véritablement quelque chose qui vous donnera, à vous et à votre famille, la fierté à vie de ce que vous avez accompli. »

Lorsque les conservateurs ont fini par former un gouvernement majoritaire en 2011, alors que James était toujours député, il se rappelle avoir regardé sa femme assise dans la cuisine et lui avoir annoncé la bonne nouvelle. Sans la menace d'une éventuelle élection à venir, James se sentait plus stable dans son mandat allant de l'avant cette année-là et il s'est dit qu'il était temps de se marier.

« A l'été 2011, j'ai demandé ma femme en mariage, et nous nous sommes mariés tout juste après Noël cette année-là, dans le Salon de la Francophonie de l'édifice du Centre au Parlement. Dix mois plus tard, Spencer est né. Ce fut un petit – et très beau – mariage. Nous sommes retournés à Ottawa il y a quelques années et mon fils a dit "Oh, regardez! C'est le château où maman et papa se sont mariés" ».

Pour ceux qui se lancent dans l'arène de la politique fédérale, James veut qu'ils sachent que si le fait d'être élu est une grande occasion, c'est aussi une occasion temporaire. Il est important que vous tiriez le meilleur parti de votre passage en politique.

« Les responsabilités sont énormes, mais elles sont éphémères. Des dizaines de personnes ont occupé ce poste avant vous, et il y en aura des dizaines d'autres après vous. C'est une chance de faire de bonnes choses, de travailler fort et de contribuer au pays. Agissez en conséquence. Il y a des choses que vous pouvez faire en politique qui pourraient nuire à votre capacité de réussir après la politique. Vous devez donc garder ça à l'esprit », recommande James.

Il ajoute ceci : « Il suffit de se comporter de manière responsable et réfléchie pour que les gens aient envie de travailler avec vous à l'avenir. Prenez l'honneur et la responsabilité au sérieux, mais ne vous prenez pas trop au sérieux. Concentrez-vous sur ce que vous voulez accomplir. »

L'hon. James Moore a été le député conservateur de Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam de 2000 à 2015.

Suite à la Colline Été 2022 Page 27

# Il était une fois...

# Être député, ce n'est pas le travail d'une seule personne : « Ça prend un village! »

Par Arnold Malone

Jai grandi sur une ferme située sur la bordure nord de la vallée de la rivière Battle, à six milles au sud du village de Rosalind, en Alberta, qui compte 150 habitants. Rosalind, comme beaucoup de petites municipalités des Prairies, était un endroit où les gens avaient des amis à 20 milles à la ronde. Les affaires se faisaient verbalement et on hochait de la tête pour signifier son accord. Les gens prenaient les autres au mot.

Après avoir quitté Rosalind, j'ai obtenu un diplôme en sciences agricoles ainsi qu'une maîtrise ès arts en communication interpersonnelle. J'étais employé par l'organisation des clubs 4-H de l'Alberta et je travaillais à Edmonton. J'ai ainsi continué à fréquenter des personnes en milieu agricole, généralement près de petites municipalités.

J'avais un intérêt soutenu pour la politique. Devenir député fédéral était un rêve récurrent. Malheureusement, le député de ma région natale, Harry Kuntz, qui travaillait fort et était très aimé, est décédé pendant son mandat. Une élection partielle n'a jamais eu lieu. La circonscription de Battle River est restée sans représentation pendant 18 mois.

Au printemps 1974, j'ai reçu l'investiture de mon parti pour l'élection à venir. Victorieux le soir de l'élection, j'étais euphorique pendant que des partisans se réunissaient dans une atmosphère de fête et me couvraient de compliments interminables et excessifs.

Je savais que j'allais devoir vendre ma maison d'Edmonton et déménager. À court terme, je m'installerais avec mon frère aîné dans la maison sur la ferme familiale. Après les festivités de la victoire, j'ai pris la route pour me rendre à la maison.

Le lendemain matin, le téléphone a sonné. Un électeur avait un problème. Le téléphone a sonné à nouveau peu de temps après que j'aie raccroché. C'était un autre électeur ayant un besoin. Ma mère avait déménagé dans un appartement à Camrose et avait emporté avec elle le papier à lettres. Mon frère tenait les comptes de la ferme dans un livre relié. Déchirer des pages de son livre était impensable. Rapidement, je me suis retrouvé à court de papier. J'ai fini par devoir prendre des notes dans les marges de vieux journaux.



À la retraite, de gauche à droite : Susan Malone, Arnold Malone, Cecile Simpson et Kerry Hunter (Moran à la naissance).

Un an et demi sans représentation a entraîné un afflux de besoins non satisfaits. Le téléphone n'arrêtait pas de sonner.

J'étais sans expérience. Comment navigue-t-on entre les ministères du gouvernement? Quels sont les numéros de téléphone, avec quels ministères doit-on communiquer, avec qui doit-on parler? Je voulais être un bon député, mais je vivais un moment difficile.

Après plus d'une semaine d'appels téléphoniques interminables et d'exaspération devant la diversité des problèmes, je savais que j'avais besoin d'aide et que le Parlement n'était pas en session.

Sans aucun plan, j'ai acheté un billet d'avion et je me suis rendu à Ottawa. Quelle que soit l'issue, j'espérais avoir un peu de chance.

Je suis arrivé, émerveillé, devant la porte massive située sous la tour de la Paix et j'ai franchi le seuil du hall de la Confédération.

À l'intérieur, un commissaire m'a arrêté et m'a posé la question suivante : « Puis-je vous aider? »

(Les quelques phrases suivantes prouvent hors de tout doute que j'ai été élevé dans une petite communauté rurale.)

« Je veux voir un député progressisteconservateur », j'ai répondu.

Le gendarme m'a demandé : « Quel député voulez-vous voir? »

« Peu importe, n'importe quel député progressiste-conservateur », j'ai répondu.

Je ne sais pas comment le signal a été envoyé, mais de nombreux commissaires ont accouru de divers couloirs vers nous dans la grande rotonde. Ils se sont serrés autour de moi. L'un d'eux m'a regardé droit dans les yeux et m'a jeté un regard qui voulait dire « Comment osez-vous? ».

« Pourquoi voulez-vous voir un député progressiste-conservateur? », m'a demandé un commissaire.

Nerveusement, j'ai expliqué : « Je viens d'être élu et Harry Kuntz est décédé en cours de mandat, ce qui fait que j'ai un retard considérable à rattraper dans le traitement de dossiers. J'ai besoin d'aide. »

Il a été conclu que je n'étais pas un terroriste. C'était tout à fait évident. Un terroriste aurait été mieux préparé.

Les commissaires avaient pris connaissance des noms des députés nouvellement élus. J'ai été reconnu. Des poignées de main ont été échangées. Un gendarme m'a dit ceci : « M. Kuntz était un gentilhomme. » Un autre m'a dit : « J'ai vu Marcel Lambert se rendre à son bureau ce matin. »

Le député Marcel Lambert, d'Edmonton-Ouest, m'a dit d'embaucher une secrétaire principale sans tarder. Il a écrit le nom d'une femme ainsi que son numéro de téléphone et m'a dit « Embauchez-la ».

Je ne me souviens pas comment j'ai réussi à le faire, mais il y avait quelque part une liste de personnes qui avaient déjà travaillé pour des députés qui avaient pris leur retraite ou avaient été battus. J'ai organisé deux jours d'entrevues. J'ai fini par embaucher l'extraordinaire Cecile Simpson comme adjointe principale. Elle était pleine d'énergie positive et était très douée pour se frayer un chemin dans le labyrinthe des bureaux gouvernementaux. Nous avons trouvé un bureau vacant et bientôt, dossier par dossier, nous avons fini par voir la lumière au bout du tunnel.

Les députés dépendent des employés qu'ils ont choisis. C'est l'expérience de ces employés qui éclaire la route à suivre.

Quelques jours plus tard, j'ai croisé Marcel dans le couloir. « Vous n'avez pas embauché la personne que je vous avais dit d'embaucher », m'a-t-il reproché. C'était connu, mais je savais aussi que j'étais très bien servi.

Mon personnel est devenu mon village. C'est avec ce personnel que j'entretenais une confiance absolue. Aucun député ne réussit seul; ça prend un village.

# L'hon. Joe Comuzzi, parlementaire

Par I'hon. Joe Volpe

'honorable Joe Comuzzi, mon ami eux. Il touchait à tout. depuis trente-trois ans (lorsque nous avons tous deux été élus au Parlement du Canada en 1988), est décédé la veille du jour de l'An. Pendant vingt ans, soit jusqu'à sa retraite en 2008, il s'autoproclamait également mon « grand frère », même si nous n'avions aucun lien de parenté. Heureusement pour lui, je n'ai jamais trop protesté.

Je ne compte pas faire l'éloge de ses immenses talents politiques et de son engagement civique. Il faudrait que je tienne ma promesse d'écrire un livre sur mes expériences politiques pour lui accorder tout le crédit qu'il mérite. Je souhaite plutôt mettre de l'avant sa personnalité, la perte que représente son décès et la gratitude que nous, et surtout moi, devons à Joe et à sa famille.

Même si je ne lui ai jamais demandé de jouer ce rôle, il a insisté pour me prendre sous son aile, me donner des conseils, sollicités ou non, être mon mentor, veiller sur moi, m'éduquer sur les coutumes des Canadiens du Nord et m'instruire sur l'industrie de la foresterie et du bois d'œuvre, le rôle du gouvernement dans la survie du Nord (principalement en Ontario), l'importance du secteur des transports pour la cohésion canadienne, puis la place intégrante qu'occupent les peuples autochtones dans la diversité de la population du Canada. Cette liste est loin d'être complète.

Lorsque j'ai amicalement refusé son offre et affirmé que j'étais un député de Toronto et non de Thunder Bay, il a fait la sourde oreille. Il m'a dit : « Toronto a amplement de députés capables de tout bousiller. Soit différent. Thunder Bay a besoin d'un député de Toronto; nous prendrons qui nous avons sous la main... c'est-à-dire toi. Sinon, que comptes-tu faire au Parlement, pratiquer tes talents d'orateur? Regarde autour de toi, tous les autres lisent des textes préparés. En passant, Ottawa peut être un briseur de mariage. Tu es jeune et tu as des enfants en bas âge. Le travail t'évitera des

Autrement dit, il n'allait pas me donner le choix. À mes yeux, il était une mine inépuisable de connaissances et de perspicacité sur deux pattes. Il était sans égal, que ce soit pour le réseautage, la compétence administrative, la compréhension des enjeux nationaux, le bilinguisme, les relations entre le Canada et les États-Unis, le commerce international ou encore la défense des peuples autochtones et des personnes d'origines diverses et la collaboration avec

Cet homme avait selon moi une ardeur au travail infatigable, que seulement sa famille et sa religion pouvaient « tempérer ».

Sa femme Janet me racontait qu'il était retourné à l'école à l'âge de 40 ans pour obtenir un diplôme en droit et ensuite devenir procureur de la Couronne. Il a parcouru le nord de l'Ontario afin de garder bien vivante l'image de la justice canadienne auprès des villes autochtones et des villes monoindustrielles qui peuplaient les forêts boréales. Elle a confié avoir souvent eu l'impression qu'il avait peut-être peur de « se reposer sur ses lauriers ». Elle n'aurait pas dû s'en inquiéter.

Il était motivé, presque obsédé, par son désir d'accomplir avec rigueur sa recherche et toute autre fonction de ses « postes ». Les représentants de l'institution, les attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement, les représentants de l'industrie, les députés de comités parlementaires connexes ou les associations parlementaires intéressées faisaient la queue devant son bureau pour lui demander des conseils ou de la rétroaction. C'était ainsi quand nous avons fait partie de l'opposition, de l'arrière-ban et du Cabinet.

Son bureau était en face du mien; il m'a même demandé de faire la file pour « mon apprentissage personnel ». Seule sa famille pouvait interrompre son travail. Il traitait ses électeurs comme sa famille... et moi, comme sa recrue. Je n'étais pas toujours disposé, ce qui m'a valu des reproches de sa part : « Tu vas devenir une personne importante ici. Tu devrais commencer à montrer que tu es prêt à apprendre quelque chose sur la population du pays et ses priorités. »

Avant que nous ne soyons assermentés au Cabinet, il m'a obligé à refuser un voyage en Italie pour promouvoir les initiatives d'une agence de voyage dans une région du sud de la péninsule parce qu'il avait déjà organisé un exercice de lobbying aux États-Unis. En trois jours, nous avons rencontré 96 sénateurs, des représentants de la Chambre, le secrétaire du commerce (plus tard avec son délégué et de proches collaborateurs), divers présidents de comités et des lobbyistes de l'industrie du bois.

Il affirmait ouvertement que cet exercice devait être continu si « nous [les Canadiens] » voulions que les Américains nous prennent au sérieux. Lorsque nous avons tous deux accédé au Cabinet, j'étais certain qu'il serait choisi pour les relations entre le Canada et les États-Unis (affaires mondiales, défense, commerce international, etc.). Ce ne fut pas

le cas, la mesquinerie étant ce qu'elle est, même aux plus hauts échelons... Malgré tout, il n'a pas lâché prise. Apparemment, « ils » le considéraient comme un « penseur indépendant ». Je me demande ce qu'« ils » pensaient de tous les autres.

Peu importe. Cet homme comprenait le but bien précis à atteindre et ne ménageait aucun effort pour y arriver, même lorsque les autres optaient pour la voie de la facilité. Il était prêt à risquer son propre poste s'il le fallait pour trouver une solution. Voilà une qualité fondamentale des personnes qui ont le sens de l'honneur et qui se fait malheureusement rare dans la structure des valeurs de nos jours.

Lorsque la question du mariage homosexuel menaçait de diviser le Cabinet en 2005, il a discrètement proposé de se retirer, de taire son désaccord et de travailler dans l'ombre pour protéger ceux qui avaient des valeurs religieuses différentes. Je sais que cette expérience a été difficile. C'est la seule fois où je l'ai entendu remettre en question le bon sens de certains juges de la Cour suprême qui exigeaient que nous légiférions en fonction de leur décision.

« Je suis entré dans le monde politique pour faciliter le travail, pas pour y nuire », m'a-t-il dit. « Dans la vie, il faut reconnaître quand on passe de l'autre côté et savoir quand se retirer. » Plus tard au cours de notre carrière politique, les esprits étroits de son parti et du mien, malgré la place quasi insignifiante que nous occupions au Parlement, l'ont forcé à choisir entre le parti et son soutien aux programmes de soins aux personnes atteintes du cancer du Centre régional de santé de Thunder Bay.

Cette situation m'a rappelé la citation attribuée au saint Thomas More à l'époque de l'Angleterre réformiste au XVIe siècle : « Ne placez pas votre foi dans les princes ». Le parti a perdu une icône de l'intégrité politique. Thunder Bay a obtenu du financement pour ses soins de santé.

D'autres ont continué à bénéficier de son énergie inlassable jusqu'à ce que le Bon Dieu et son épouse le réclament à leurs côtés, le 31 décembre. Il était un excellent modèle. Je n'ai pas eu la chance de lui dire au revoir.

Même si ces propos peuvent paraître déplacés ou complaisants, voici comment Janet m'a présenté à ses filles lorsque nous nous sommes rencontrés pour la première fois au souper de la convention, alors que Joe et moi étions occupés à saluer des gens dans la salle : « Cet homme est la version plus jeune de votre père ».

Suite à la Colline • Été 2022

# Le Président et l'importance de ne pas s'intégrer au groupe

Par Hannah Judelson-Kelly

« Le Président est le représentant de la Chambre en tant qu'institution. »
– L'hon. Geoff Regan

e Président est le représentant de la Chambre en tant qu'institution », a expliqué l'honorable Geoff Regan, Président de la Chambre des communes de 2015 à 2019. Le Président est plus qu'une figure de proue, car il ou elle préside la Chambre des communes, supervise la procédure et le protocole et prend des décisions cruciales sur le déroulement et l'organisation des débats au sein de la Chambre. Le Président a un rôle crucial à jouer dans la structure même de la démocratie canadienne en tant que seule personne impartiale à la Chambre des communes.

Le Président de la Chambre a trois responsabilités principales : présider la Chambre des communes, gérer l'administration de la Chambre des communes et superviser la diplomatie internationale. « Le Président est tenu d'appliquer le Règlement de la Chambre des communes, de prendre des décisions et d'exercer son jugement », explique Geoff. Le Président supervise également le personnel administratif de la Chambre des communes. Le Président représente les institutions de la Chambre et rencontre fréquemment les 120 ambassadeurs et hauts-commissaires présents dans notre pays afin de mener à bien les cérémonies internationales et de discuter des relations diplomatiques entre les pays, notamment des relations multilatérales et bilatérales.

En tant que personne qui représente l'ensemble de l'institution de la Chambre des communes plutôt qu'un seul siège ou un seul parti, l'importance de l'impartialité dans le rôle du Président est cruciale. Au Canada, le chef du gouvernement, le premier ministre, préside son parti à la Chambre des communes, ce qui rend l'impartialité du Président d'autant plus importante.



L'hon. Geoff Regan a été Président de la Chambre des communes de 2015 à 2019. Photo de Sean Kilpatrick.

« Il existe un certain nombre de conventions utilisées pour maintenir cette impartialité, notamment le fait de se retirer du caucus du parti, de s'abstenir de faire des dons au parti national, de s'abstenir de faire des déclarations partisanes, de ne pas prendre la parole ou de ne pas voter (sauf en cas d'égalité) lors d'un débat », a expliqué Geoff. En mai 2016, Geoff a fait face à son premier vote de bris d'égalité, lorsqu'un vote de 139 contre 139 s'est produit à la Chambre sur une proposition visant à modifier l'obligation pour Air Canada de maintenir ses opérations de maintenance à Winnipeg, Montréal et Mississauga. Neutre ou pas, il était obligé de soutenir le gouvernement.

Étant donné que le Président représente nité et dans l'ensemble de la Chambre, l'équité du L'hon. Geog Président est un sujet de conversation fréquent pour s'assurer qu'il s'acquitte 1993 à 1997, de ses responsabilités au nom de tous. Président de « Le Président agit comme un arbitre, en 2015 à 2019.

particulier lorsque plusieurs parties ne sont pas d'accord et tentent d'obtenir des faveurs », note Geoff. « Les jours où les deux partis étaient aussi mécontents l'un que l'autre étaient les meilleurs jours », dit-il en riant.

Parallèlement, le Président conserve son siège de député pendant son mandat, jonglant avec ces deux responsabilités et les conflits d'intérêts potentiels. « Il y a une différence considérable entre ces deux rôles », note Geoff, mais sa formation en droit et son expérience en tant que secrétaire parlementaire du chef du gouvernement à la Chambre des communes ont rendu le rôle attrayant.

Geoff a continué à représenter Halifax-Ouest pendant qu'il était Président de la Chambre, en s'appuyant sur le personnel de sa circonscription, qu'il avait connu à l'époque où il était simple député, pour régler les problèmes de la circonscription. Incapable de parler ou de voter à la Chambre des communes, il avait un autre avantage. « Ce que vous pouvez faire, c'est parler directement aux ministres et aux autres députés et intervenir au nom d'un électeur par leur intermédiaire », at-il expliqué.

La fonction de Président est un pilier central de toute démocratie pour permettre à chaque député d'énoncer ses opinions équitablement et de représenter sa circonscription au Parlement. L'existence d'un « arbitre », d'une personne chargée de modérer et de permettre à chacun de s'exprimer respectueusement et de voter prudemment, garantit cela. Geoff Regan s'est acquitté de ses fonctions avec dignité et dans le respect de la Chambre.

L'hon. Geoff Regan a été député représentant Halifax-Ouest pour le Parti libéral de 1993 à 1997, puis de 2000 à 2019. Il a été Président de la Chambre des communes de 2015 à 2019.

# Un dernier hommage à ceux qui nous ont quittés

Par Ty Bradley, Gina Gill Hartmann et Hannah Judelson-Kelly







Léonel Beaudoin.



L'hon. John William Bosley.

### William Attewell 21 janvier 1932 – 24 décembre 2021 William (Bill) Attewell est décédé le 24

William (Bill) Attewell est décédé le 2 décembre 2021, à l'âge de 89 ans.

Il a travaillé en finances avant de commencer à s'impliquer de plus en plus auprès du Parti progressiste-conservateur en 1963. Bill a été député de Don Valley-Est de 1984 à 1988 et de Markham de 1988 à 1993.

Il a aussi été le secrétaire parlementaire de la première ministre Kim Campbell pendant son bref mandat. Membre de plusieurs comités permanents et législatifs, il a apporté son expertise sur des sujets comme les finances, les droits de la personne et l'immigration. Son expérience antérieure en finances lui a particulièrement été utile au sein du Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Il a représenté le Canada auprès des Nations Unies lors de l'Expo 1998 à Paris et a également eu l'honneur de rencontrer d'autres grands dirigeants, même la reine, tout au long de sa carrière.

Bill était connu pour son extrême gentillesse et sa vie de famille dynamique. Tout au long de son existence, il a fait du bénévolat, partagé ses connaissances avec son entourage et défendu activement les intérêts de sa communauté. « C'était un vrai gentleman », se souvient le maire de Markham, Frank Scarpitti.

Il laisse dans le deuil son épouse Sandy, ses enfants, Howard et Pamela, ses petitsenfants et ses arrière-petites-filles. Sa fille Leslie est décédée en 2017.

Léonel Beaudoin 13 septembre 1924 - 28 juillet 2021 Léonel Beaudoin est décédé à l'âge de 96 ans le 28 juillet 2021. Il est né à Cookshire, au Québec, en 1924.

Léonel a travaillé comme agent d'assurance avant d'être élu comme député du Ralliement créditiste du Québec en 1968, puis du Parti Crédit Social en 1972 et 1974. Il est resté en fonction pendant dix ans, de 1968 à 1979.

Léonel a été président du caucus du Parti Crédit social en 1968. Il a fait partie de divers comités tout au long de sa carrière parlementaire et a été longtemps un fidèle membre du Comité de l'agriculture.

Léonel Beaudoin vivait à Sherbrooke et laisse dans le deuil ses 11 enfants et 30 petits-enfants.

### L'hon. John William Bosley 4 mai 1947 - 28 avril 2022

Après ses études au Upper Canada College, au Trinity College et aux universités de Toronto et de York, l'honorable John Bosley a travaillé pendant un certain temps pour l'entreprise familiale, Bosley Real Estate.

Avant son élection au Parlement, il a siégé au Conseil du Toronto métropolitain de 1974 à 1978.

En 1979, John a été élu à la Chambre des communes pour les progressistesconservateurs en tant que député de Don Valley-Ouest. Il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Joe Clark.

Réélu en 1980 et en 1984, il a été nommé au poste de Président de la Chambre des communes par le premier ministre Brian Mulroney, ce qui lui a valu le titre de deuxième plus jeune Président de l'histoire du Canada. Il a démissionné de ce poste en 1986, devenant ainsi le dernier Président à être nommé par le premier

ministre. Depuis, tous les autres ont été proposés et élus par vote secret.

Pendant sa présidence, John a apporté quelques modifications aux règles en place, exigeant notamment que les questions des députés soient pertinentes et que les députés s'en tiennent au sujet. L'honorable Bill Blaikie, qui a occupé pendant un certain temps le poste de vice-président, a affirmé que John prenait ses décisions et occupait ses fonctions avec honnêteté et équité.

Après sa carrière politique, John s'est consacré à donner des conseils sur la gouvernance parlementaire et le renforcement des capacités à des organisations en Afrique.

John a reçu la Médaille du jubilé d'or de la Reine Elizabeth II en 2002 et la Médaille du jubilé de diamant de la Reine Elizabeth II en 2012.

Il laisse dans le deuil sa fille, Yanette, et sa compagne, Mary.

### T. A. Bud Bradley 30 avril 1938 – 18 mars 2022

T. A. Bud Bradley est décédé le 18 mars 2022.

Il est né à Niagara Falls, en Ontario, mais sa famille a déménagé à Dunnville, dans la même province, en 1942. À l'âge de dix ans, il a déménagé à Montréal et signé avec le Canadien junior, avant de déménager à Claresholm en Alberta. Il a étudié à l'Université de l'Alberta, où il jouait au football et au hockey pour les Golden Bears.

Bud a quitté l'université après avoir rejoint le Corps-école d'officiers canadiens et a décidé de s'enrôler à plein temps dans l'armée. Il a fait son entraînement au camp Borden, puis s'est joint au Princess Patricia's Canadian Light Infantry à Victoria, en Colombie-Britannique. En 1970, il fait un retour aux études à l'Université de l'Alberta pour étudier la dentisterie et devenir dentiste dans l'armée.

En 1979, Bud est élu à la Chambre des communes, représentant la circonscription de Haldimand—Norfolk pour le Parti progressiste-conservateur. Il est resté en poste jusqu'en 1988. Pendant ses années de service, il a été secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements et des Services et du ministre de la

Défense nationale sous le gouvernement du très honorable Brian Mulronev.

Bud est retourné en Alberta pour pratiquer à nouveau la dentisterie jusqu'à sa retraite en 2005.

« Bud était prêt à tout pour aider quelqu'un. Il a déjà accepté une vache, une Angus noire nommée Suzy Q, en guise de paiement pour des soins dentaires », raconte le député provincial de l'Ontario Toby Barrett dans une déclaration. « Il pouvait parler de politique pendant des heures. Il pouvait tout réparer. Il aimait les chiens et était un sacré bon jardinier. »

Il manguera à sa femme, Susan, à ses enfants Michael, Sandra, Tracey, Nicole et Drew, ainsi qu'à ses nombreux petitsenfants et arrière-petits-enfants.

### L'hon. Claudette Bradshaw 8 avril 1949 - 26 mars 2022

Avant de devenir députée, l'honorable Claudette Bradshaw a travaillé pendant des années dans le secteur sans but lucratif et a fondé le Centre d'intervention familiale précoce Moncton Headstart, un programme d'aide destiné aux enfants et aux familles défavorisées.

Elle est entrée à la Chambre des communes en 1998 et y a siégé jusqu'en 2004, représentant la circonscription de Moncton—Riverview—Dieppe pour le Parti libéral.

Pendant ses années sur la Colline, elle a été secrétaire parlementaire du ministre de la Coopération internationale et du ministre responsable de la Francophonie. Elle a été nommée ministre du Travail en 1998 et son mandat a été renouvelé après les élections fédérales de 2000. En 2004, elle a été nommée ministre d'État. De 1993 à 2004, elle a été coordinatrice fédérale pour les sans-abri.

En 2005, elle a annoncé qu'elle ne se représenterait pas aux prochaines élec-

« Elle a changé la vie de bien des gens, faisant de notre pays un endroit meilleur », a souligné le premier ministre Trudeau.

« Je suis attristé d'apprendre le décès de mon amie et ancienne collègue Claudette Bradshaw. Ex-députée de Moncton-Riverview-Dieppe et ministre du Travail, son dévouement envers les gens dans le besoin a eu un impact immense sur un nombre incalculable de Canadiens », a écrit le ministre Dominic LeBlanc sur Twitter.

Elle manquera cruellement à son mari des 54 dernières années, Doug Bradshaw, et à ses deux fils, Christopher et Nicholas (Danica), tous deux de Moncton.



T. A. Bud Bradley.



L'hon. Claudette Bradshaw. Joseph-Roland Comtois.



### Joseph-Roland Comtois 3 mars 1929 - 31 octobre 2020

Joseph-Roland Comtois a été député libéral pour la circonscription de Terrebonne de 1968 à 1984, à l'exception d'une année, de 1976 à 1977, où il s'est présenté comme candidat provincial pour le Parti libéral du Québec. Défait aux élections provinciales, il a réintégré la politique fédérale et s'est fait élire lors d'une élection partielle.

Avant sa carrière politique, Joseph-Roland était ingénieur. Il a participé à l'urbanisation de la Ville de Repentigny dans les années 1950. Il fut aussi l'un des fondateurs de l'hôpital Pierre-Le Gardeur local.

À titre de député, Joseph-Roland a réalisé beaucoup pour sa circonscription, notamment la construction d'une nouvelle autoroute, l'aménagement d'un parc et la création du réseau des centres de la petite enfance. Il a occupé le poste de secrétaire parlementaire des ministres des Finances, de la Défense nationale et des Communications à différents moments de sa carrière. Pendant ses années sur la Colline, il a présidé le Comité permanent des projets de loi privés en général et du Règlement et le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Joseph-Roland a reçu un Prix de reconnaissance pour services exceptionnels de l'Association canadienne des exparlementaires (ACEP) en 2005. Il laisse dans le deuil ses deux fils et ses deux filles, ainsi que ses petits-enfants.

### L'hon. Joseph Comuzzi 5 avril 1933 - 31 décembre 2021

L'honorable Joe Comuzzi, de Thunder Bay, en Ontario, est décédé entouré de sa famille le 31 décembre 2021, à l'âge de 88 ans.

Joe a été député de la circonscription de Thunder Bay-Superior-Nord de

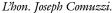
1998 à 2008. Ses affiliations politiques ont changé au cours de sa carrière : il a représenté le Parti libéral pendant ses deux premiers mandats, a siégé brièvement en tant qu'indépendant, puis est devenu député du Parti conservateur du Canada. Son appui du budget des conservateurs est finalement ce qui l'a convaincu à changer de parti. Il a occupé de multiples fonctions au Parlement, notamment en tant que membre du Cabinet du Parti libéral pour l'Initiative fédérale du développement économique pour le Nord de l'Ontario avant de changer de camp. Il a présidé de nombreux comités du Cabinet, notamment le Comité du Cabinet chargé des affaires autochtones et le Comité du Cabinet chargé des relations canado-américaines. En tant que porte-parole adjoint de la Chambre des communes, il a apporté son expertise dans les domaines du travail, des transports et de la consomma-

Joe était connu pour toujours défendre ses convictions et ne pas avoir peur de le faire. « Il tenait ses promesses. Lorsqu'il avait des dossiers à régler, il mettait le poing sur la table et n'hésitait pas à aller s'asseoir dans le bureau du premier ministre jusqu'à ce qu'il obtienne ce qu'il voulait », raconte l'ex-député libéral Ken Boshcoff. Sa circonscription de Thunder Bay a toujours été sa priorité et il était absolument crucial pour lui de tout faire en son possible pour bien représenter ses électeurs.

Après ses mandats au Parlement, il a été président de la Commission mixte internationale de 2010 à 2014, poursuivant ainsi sa défense d'intérêts politiques et son engagement profond envers la communauté.

Joe laisse dans le deuil ses qutatre enfants, Deborah, Elizabeth, Mary-Catherine et James, ainsi que ses dix petitsenfants et quatre arrière-petits-enfants.







L'hon. John Efford.



Ken Epp.

### L'hon. R. John Efford 6 janvier 1944 – 2 janvier 2022

L'honorable R. John Efford, de Terre-Neuve-et-Labrador, est décédé le 2 janvier 2022 à l'âge de 77 ans.

John a participé à la vie politique fédérale et provinciale.

Dans sa province, il a été député libéral à la Chambre d'assemblée pour la circonscription de Port de Grave à l'Assemblée législative de Terre-Neuve-et-Labrador de 1985 à 2001. Pendant ses années en politique provinciale, il a été porte-parole de l'opposition en matière de consommation, de travaux publics, des pêches, de la santé et des services sociaux. Lorsque les libéraux ont remporté les élections de 1989, John s'est vu confier plusieurs fonctions, devenant ministre des Travaux, des Services et des Transports et ministre des Pêches et de l'Aquaculture.

Comme il n'a pas gagné la course à la chefferie de son parti dans sa province, il s'est rabattu sur les élections fédérales et a été élu à la Chambre des communes en 2002. Nous nous souviendrons de son dévouement sincère et sans faille envers les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador. Il a été député libéral de 2002 à 2006 pour la circonscription de Bonavista—Trinity—Conception, puis pour la circonscription d'Avalon au mandat suivant.

Il est demeuré membre du Cabinet jusqu'à la fin de son mandat, ayant agi à la fois comme ministre du Cabinet responsable de Terre-Neuve-et-Labrador et ministre des Ressources naturelles. Il a été membre de nombreux comités parlementaires, notamment ceux des pêches et des océans et du patrimoine canadien.

Son expérience en politique provinciale lui a également été très utile à l'échelle fédérale. « John était sans aucun doute l'un des personnages les plus connus et les plus colorés de Terre-Neuve-et-Labrador, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'arène politique », a souligné l'actuel premier ministre de la province, Andrew Furey.

John était connu comme un pionnier et un défenseur de sa province.

Après avoir reçu un diagnostic de démence en 2017, il a réalisé de nombreuses entrevues dans le but de sensibiliser le public à cette maladie. Son dévouement à défendre des causes a perduré tout au long de sa vie. Cet emblème fort et redoutable de la communauté de Terre-Neuve-et-Labrador, qu'il a représentée pendant si longtemps, a profondément marqué la province.

John laisse dans le deuil sa femme Madonna, ses trois enfants et ses trois petitsenfants.

### Ken Epp 11 mai 1939 - 20 février 2022

Ken Epp (Marvin Kenneth Epp) est décédé le 20 février 2022.

Ken a siégé à la Chambre des communes pendant un peu plus de 14 ans, soit de 1993 à 2008. Il a été député d'Elk Island de 1993 à 2004 et d'Edmonton—Sherwood Park de 2004 à 2008, jusqu'à sa retraite. Il a commencé sa carrière au sein du Parti réformiste du Canada et a été membre du Parti conservateur après la fusion du Parti progressiste-conservateur et de l'Alliance canadienne.

Pendant ses années sur la Colline, Ken a occupé divers postes, dont celui de leader parlementaire adjoint de l'opposition officielle en 1997.

Avant de se lancer en politique, il était professeur de mathématiques au Northern Alberta Institute of Technology d'Edmonton.

Né à Swift Current, en Saskatchewan, Ken s'est présenté en politique provinciale après avoir quitté la Chambre des communes et est devenu le vice-président de la Strathcona Wildrose Alliance Association en 2010.

Sur Twitter, Rod Frank, maire du comté de Strathcona, s'est dit attristé d'apprendre le décès de Ken: « Je souhaite rendre hommage à M. Epp, un homme

qui a beaucoup apporté à notre communauté. »

« Je suis attristé par le décès de mon ami et ancien collègue parlementaire Ken Epp. Un homme profondément décent et humble avec une foi inébranlable. Mes condoléances à sa famille et à ses amis », a pour sa part écrit le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney.

### L'hon. Joyce Fairbairn 6 novembre 1939 - 29 mars 2022

Joyce Fairbairn est née à Lethbridge, en Alberta, où elle a commencé sa carrière de journaliste. Elle avait sa propre rubrique intitulée « Teen Chatter » dans le Lethbridge Herald alors qu'elle était encore étudiante au Lethbridge Collegiate Institute. Elle a obtenu un baccalauréat ès arts en anglais à l'Université de l'Alberta et a poursuivi ses études à l'Université Carleton, où elle a obtenu un diplôme en journalisme.

Sa première expérience en politique a été à titre de journaliste à la Tribune de la presse parlementaire. Elle a ensuite travaillé pour le très honorable Pierre Elliott Trudeau à titre d'adjointe législative en 1970, puis, en 1980, elle est devenue coordonnatrice des communications pour le Cabinet du premier ministre.

Elle a été nommée sénatrice de l'Alberta en 1984 jusqu'à son départ en 2013. Pendant ses années au Sénat, elle a été coprésidente du comité national du Parti libéral en 1991 et vice-présidente du Caucus libéral national, de l'Ouest et du Nord de 1984 à 1991.

En 1993, Joyce est devenue la première femme à être nommée au Cabinet en tant que leader du gouvernement au Sénat par le très honorable Jean Chrétien. Elle est également devenue ministre responsable de l'alphabétisation. En 1997, elle est devenue conseillère spéciale à l'alphabétisation de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Joyce a également présidé le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts et le Comité sénatorial spécial sur la Loi antiterroriste. En 2015, elle a été nommée membre de l'Ordre du Canada. En 2018, l'école intermédiaire Senator Joyce Fairbairn a ouvert ses portes à Lethbridge, en Alberta.

« C'est avec une grande tristesse que j'ai appris hier le décès de l'ex-sénatrice Joyce Fairbairn, une merveilleuse amie tant pour mon père que pour moi, une Albertaine brillante et engagée ainsi qu'une femme véritablement dévouée au service du Canada », a affirmé le très honorable Justin Trudeau dans une déclaration. «

Ses efforts ont attiré l'attention du pays sur l'alphabétisation des adultes, réduit la stigmatisation entourant les apprenants adultes et fourni aux Canadiens des ressources et des outils essentiels pour atteindre leurs objectifs d'apprentissage. »

En 2011, Joyce a été intronisée au Temple de la renommée paralympique canadien pour son rôle dans la promotion et la croissance du sport paralympique au Canada. Elle a contribué à la création de la Fondation paralympique canadienne en 2000 et en est devenue la présidente.

« Elle a été un pilier du Mouvement paralympique au Canada pendant de nombreuses années, y compris pendant des années cruciales pour la croissance de celui-ci. Son leadership, sa passion et sa détermination à travailler pour le renforcement du sport paralympique ont fait toute une différence », a déclaré Marc André Fabian, président du Comité paralympique canadien.

### Jean-Guy Guilbault 14 mars 1931 – 4 mars 2022

Jean-Guy Guilbault est décédé le 4 mars 2022, à l'âge de 90 ans, après une longue vie riche en expériences. Il a d'abord travaillé dans une usine textile en suivant des cours du soir en finances, en comptabilité et en gestion d'entreprise.

En 1959, lui et sa première épouse, Lise Paul, ont ouvert un magasin de détail, qu'ils ont ensuite transformé en une pharmacie prospère. Il a également été associé en affaires de Silo Supérieur et de Sealstor Structure Inc. Pendant cette période, Jean-Guy a commencé à s'impliquer de plus en plus dans les affaires communautaires et a été président bénévole d'une très longue liste de conseils d'administration. Comme il s'intéressait beaucoup à l'éducation, il a fait son entrée sur la sphère politique en siégeant à la commission scolaire locale de Saint-François, puis à celle de Drummondville.

Jean-Guy a été élu en politique fédérale en 1984, représentant la circonscription de Drummond pour le Parti progressiste-conservateur. Il a été réélu en 1988 et a occupé le poste de secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements et des Services et du ministre des Travaux publics.

Il était un grand lecteur et aimait la chasse, la pêche, le golf, le tennis et la musique. Les habitants de sa communauté ont dit de lui : « Son expérience en tant que père de famille, ouvrier d'usine et homme d'affaires ont fait de lui l'une des personnalités les plus représentatives du comté et les plus compétentes pour gérer les fonds publics. »



L'hon. Joyce Fairbairn.



Jean-Guy Guilbault.



L'hon. Leonard Gustafson.

Il laisse dans le deuil sa seconde épouse, Rolande Ouellet, ses fils, Jean-Jacques et Daniel Guilbault, et ses quatre petits-enfants.

### L'hon. Leonard Gustafson 3 novembre 1933 – 18 mars 2022

L'honorable Leonard (Len) Gustafson est décédé le 18 mars 2022. Avant d'entrer à la Chambre des communes, Len était agriculteur à Macoun, en Saskatchewan. Après le déménagement de sa famille dans l'Etat de Washington, Leonard a repris l'entreprise de transport de bâtiments de son père.

En 1979, Leonard a été élu à la Chambre des communes pour représenter Assiniboia (plus tard connu sous le nom de Souris—Moose Mountain) comme député du Parti progressiste-conservateur. Il a exercé quatre mandats de 1979 à 1993. Il a été secrétaire parlementaire du très honorable Brian Mulroney de 1984 à 1993.

Peu avant de prendre sa retraite, Len a été nommé au Sénat en 1993, où il a siégé à de nombreux comités, notamment le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

« Quand une personne est nommée au Sénat, la courbe d'apprentissage est abrupte, comme bon nombre d'entre vous le savent. À l'époque où Len est devenu sénateur, il y avait deux caucus. Lui et moi nous étions dans des camps opposés. Curieusement, c'est dans le cadre de nos travaux en comité que ces divergences étaient le moins apparentes », a déclaré l'honorable Terry M. Mercer dans un communiqué. « Malgré nos allégeances politiques différentes, la recrue que j'étais considérait Len comme un mentor, surtout au Comité de l'agriculture. Je ne crois pas que le sénateur Gustafson réalisait à quel point je portais attention à tout ce qu'il disait étant donné qu'il était l'unique agriculteur parmi tous les membres du comité à ce moment-là. »

### L'hon. Donald J. Johnston 26 juin 1936 – 4 février 2022

L'honorable Donald J. Johnston est décédé le 4 février 2022.

Né à Ottawa, en Ontario, Donald Johnston a étudié à l'Université McGill, où il a obtenu un baccalauréat ès arts avant de poursuivre ses études à la faculté de droit de l'Université. Il a obtenu son diplôme en droit avec médaille d'or en 1958. Il a poursuivi ses études principalement en économie et en sciences politiques à Grenoble.

Donald a pratiqué le droit commercial et fiscal pour Stikeman Elliot, le cabinet d'avocats de John Turner. Il a ensuite fondé son propre cabinet avec son associé Roy Heenan.

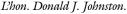
Én 1978, Donald a remporté l'élection fédérale partielle à titre de député libéral dans la circonscription Saint-Henri. Il a fait partie du Cabinet de Pierre Elliott Trudeau en tant que président du Conseil du Trésor, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre d'État chargé du Développement économique et régional de 1980 à 1984. Il s'est présenté à la chefferie du Parti libéral, mais a perdu face à John Turner. Il est ensuite devenu ministre de la Justice et procureur général sous le gouvernement de Turner.

Donald a été député fédéral jusqu'en 1988 et, de 1990 à 1993, il a été président du Parti libéral du Canada.

En 1994, Donald a été élu secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), poste qu'il a occupé jusqu'en 2006 sous la direction du premier ministre Jean Chrétien. Il a été le premier non-Européen à occuper ce poste.

Il a été décoré du Grand Cordon de l'Ordre du Soleil levant du Japon pour son travail en tant que secrétaire général. Il a reçu la Grand-Croix de l'Ordre de Léopold II, la Croix de Commandeur avec l'Étoile de l'Ordre du Mérite de la







Robert Kilger.



L'hon. David Kilgour.

République de Hongrie et l'Ordre de la Double Croix blanche, première classe, décerné par le président de la République slovaque.

Il a été nommé officier de l'Ordre du Canada en 2008 et officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur en 2011. En 2002 et 2012, il a reçu la Médaille du jubilé d'or et du jubilé de diamant de la Reine Elizabeth II.

Il a écrit de nombreux livres et articles et était aussi compositeur de musique.

« Sous sa direction, l'OCDE a mis en œuvre des recommandations liées à la bonne gouvernance et à l'élargissement du dialogue sur des questions d'intérêt mondial comme la démocratie et le développement économique », a mentionné le premier ministre Justin Trudeau dans une déclaration. « C'était un dirigeant visionnaire, un politicien doué et un éducateur dévoué. Ses contributions au Canada ne seront pas oubliées. »

### Robert Kilger 29 juin 1944 - 29 novembre 2021

Bob Kilger a été le populaire député libéral de Stormont-Dundas, puis de Stormont—Dundas—South Glengarry de 1988 à 2004. Bob a notamment occupé le poste de whip en chef du gouvernement, ainsi que celui de vice-président de la Chambre des communes. Il a également été président des comités pléniers de la Chambre des communes de 2001 à 2004. Bob était connu pour son approche amicale avec ses adversaires conservateurs et son souci de livrer des résultats dans sa communauté.

Après sa carrière parlementaire, Bob a été maire de Cornwall. Il avait la réputation d'aimer prendre un verre avec un collègue après les débats houleux. La mairesse qui lui a succédé à Cornwall, l'actuelle sénatrice Bernadette Clement, garde un bon souvenir de Bob.

deux mandats ensemble », a-t-elle déclaré dans un article du Standard-Freeholder. « Il m'a montré, il nous a montré à tous, ce que c'est que de représenter les gens avec grâce, dignité et ferme volonté. Il avait à cœur la réussite de ses électeurs et s'assurait que notre région prenne la place qui lui revient dans les conversations locales, provinciales et nationales. »

Elaine Macdonald, collègue municipale de Bob et adversaire du Nouveau Parti démocratique, a raconté que Bob et elle partageaient les mêmes valeurs. Nombre de ses anciens collègues se souviennent du caractère collégial dont il faisait preuve et de la ferme importance qu'il accordait au respect des règles.

Au hockey, Bob s'est rendu jusqu'à la ligue junior A. Avant sa carrière politique, il a été arbitre dans la LNH et, en 1981, il est devenu entraîneur des Royals de Cornwall. Il était un joueur talentueux et un entraîneur local respecté.

Bob laisse dans le deuil sa femme Courtney et ses trois fils Jason, Chad et Ryan.

### L'hon. David Kilgour 18 février 1941 - 5 avril 2022

David Kilgour était connu pour sa passion pour les droits de la personne. Sa défense de différentes causes dans le monde entier lui a valu une certaine notoriété et a aussi attiré l'attention sur des problèmes graves sur lesquels il a parfois réussi à faire pression.

Il a grandi à Winnipeg et a étudié à l'école St. John's-Ravenscourt, où il a remporté la médaille du Gouverneur général. Il a obtenu un baccalauréat en économie de l'Université du Manitoba en 1962 et un diplôme en droit de l'Université de Toronto en 1966. Il a été procureur de la couronne dans le nord de l'Alberta auprès du ministre canadien.

À bien des égards, David était plus « Il était maire lorsque j'ai été élue grand que nature. Il venait d'une famille conseillère en 2006 et nous avons eu privilégiée de Winnipeg. Sa sœur Geills

a épousé l'ancien premier ministre John Turner. Son oncle était John McCrea, le poète qui a écrit Au champ d'honneur. Son grand-oncle, John Wentworth Russell, a peint le portrait de Sir Wilfred Laurier à la Chambre des communes. La vie personnelle de David s'apparente à celle du personnage de Marchand d'esclaves (Anthony Adverse) : il a été employé sur un ranch, apiculteur, guide de randonnée, rédacteur pour le Winnipeg Free Press, journaliste au Toronto Star, procureur d'une ville et procureur de la Couronne, en plus de pratiquer activement la boxe, le hockey, le football, le ski et la course à pied.

David a servi à la Chambre des communes pendant 27 ans. Il a été élu pour la première fois en 1979 pour le Parti progressiste-conservateur, représentant la circonscription d'Edmonton-Mill Woods—Beaumont. En tant que conservateur, il a été secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, du ministre de l'Agence canadienne de développement international, du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministre des Transports.

Il a quitté le Parti conservateur en 1990, après avoir voté contre la taxe sur les produits et services (TPS). Il s'est alors joint au parti libéral, où il a occupé les fonctions de vice-président (1993 à 1997), de président des comités pléniers de la Chambre des communes, de secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) de 1997 à 2002 et de secrétaire d'État (Asie-Pacifique) de 2002 à 2003.

En 2005, David a quitté le Parti libéral en raison du génocide au Darfour, au Soudan, pour siéger en tant qu'indépendant. À ce titre, David a contribué à la décision du Canada d'envoyer enfin une aide humanitaire au Soudan.

Chaque fois que David a quitté un parti, c'était par conviction. Il a toujours défendu ses valeurs avant son parti. Il n'a pas eu peur de s'opposer aux chefs et de faire entendre sa voix pour défendre les droits de la personne dans la Chambre, surtout à l'échelle internationale.

Après avoir quitté la politique, David est demeuré un militant des droits de la personne et a notamment dénoncé le traitement réservé par la Chine aux adeptes du Falun Gong. Il partageait fréquemment ses passions pour des causes avec les lecteurs de Suite à la Colline. Il a continué à écrire sur les questions de droits de la personne dans le monde pour de nombreux journaux et sur son propre site Web. En 2007, il a écrit avec David Jones, ancien diplomate américain, un livre intitulé Uneasy Neighbo(u)rs.

En 2010, David a été nommé pour le prix Nobel de la paix aux côtés de David Matas pour leur travail sur le rapport Kilgour-Matas, qui aborde les allégations selon lesquelles de nombreuses personnes avaient été tuées pour alimenter l'industrie chinoise de la transplantation d'organes. Ils ont remporté le prix des droits de la personne de la Société internationale pour les droits de l'homme d'Allemagne en 2009.

En 2021, David a reçu le prix Global Humanitarian Leader of the year décerné par Canadians in Support of Refugees in Dire Need (CSRDN).

« Militant infatigable dans la lutte contre le génocide et le nettoyage ethnique dans n'importe quelle partie du monde, candidat au prix Nobel, pionnier de la politique canadienne qui a placé le principe humanitaire au-dessus de la partisanerie – voilà seulement quelques-uns des dizaines de milliers de mots ont été écrits du vivant de David Kilgour et après sa mort pour capter l'essence de cet homme extraordinaire », a écrit Susan Korah dans le Catholic Register.

Il manquera à son épouse, Laura Scott Kilgour, à ses enfants, Margot (Nathaniel), Eileen, Hilary (Ryan), Dave (Ella), Tierra (Vlad), et à ses six petits-enfants. Il laisse également dans le deuil sa sœur Geills McCrae Turner.

### Alexa McDonough 11 août 1944 - 15 janvier 2022

Alexa McDonough est décédée le 15 janvier 2022.

Née à Ottawa, en Ontario, Alexa Mc-Donough a commencé ses études à l'Université Queen's, puis les a poursuivies à l'Université Dalhousie, où elle a obtenu un baccalauréat ès arts en 1965. Elle est ensuite devenue travailleuse sociale.

Elle s'est lancée dans la politique en 1979 et 1980, se présentant sans succès dans la circonscription fédérale de Halifax. Elle s'est ensuite présentée comme cheffe du Nouveau Parti démocratique de la Nouvelle-Écosse et a remporté une victoire écrasante en 1980, devenant ainsi la première femme à occuper ce poste. Elle est restée à la tête du parti jusqu'en 1994. Ces nombreuses années lui ont valu le titre de chef d'un grand parti qui a exercé cette fonction le plus longtemps.

Alexa a représenté Halifax Fairview de 1981 à 1995 à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, puis s'est lancée dans la politique fédérale. Elle est devenue cheffe du Nouveau Parti démocratique fédéral en 1995 et, lors de l'élection de 1997, elle a été élue dans la circonscription de Halifax. Son parti a remporté 21 sièges cette



Alexa McDonough.



L'hon. Josée Forest-Niesing.



Christian Ouellet.

année-là. Elle a été réélue trois fois de plus avant de se retirer de la vie politique en 2008. Elle a laissé sa place à Jack Layton en 2003 et est devenue sa porte-parole du développement international, de la coopération internationale et de la promotion de la paix.

Dans une déclaration à la Chambre des communes, l'actuel chef du Nouveau Parti démocratique, Jagmeet Singh, a dit d'Alexa : « Il faut savoir qu'elle n'a pas seulement brisé résolument les barrières pour ses semblables, mais qu'elle a aussi fait tomber les barrières pour que d'autres puissent rêver grand et faire de même. Elle est vraiment un exemple de dévouement, de détermination et de décence. Elle a été une pionnière remarquable. »

Après sa retraite, Alexa est devenue présidente par intérim de l'Université Mount Saint Vincent en juin 2009. Elle a été nommée officière de l'Ordre du Canada pour son leadership au sein du Nouveau Parti démocratique provincial et fédéral. En 2012, elle a obtenu un doctorat honorifique en droit civil de l'Université Acadia.

« Elle a ouvert la voie à ses consœurs en politique et a été une voix rassembleuse pour le changement progressiste en politique çanadienne tout au long de sa carrière. À la Chambre des communes, Mme McDonough n'a jamais hésité à réclamer l'égalité des sexes, du soutien pour les personnes marginalisées et plus de compassion de la part du gouvernement », a mentionné le premier ministre Trudeau dans une déclaration.

Alexa laisse dans le deuil ses fils, Justin et Travis, son frère, Robbie et sept petitsenfants.

### L'hon. Josée Forest-Niesing 18 décembre 1964 - 20 novembre 2021

L'honorable Josée Forest-Niesing est décédée tragiquement de la COVID-19 en novembre.

Avant d'être nommée au Sénat en 2018,

Josée était avocate plaidante à Sudbury, en Ontario. Elle a siégé à divers conseils d'administration, notamment ceux de la Galerie d'art de Sudbury, du Carrefour francophone de Sudbury, de l'Université de Sudbury et du Conseil des arts de l'Ontario.

Franco-Ontarienne, Josée Forest-Niesing était connue comme une sénatrice passionnée et engagée qui s'est mobilisée contre les coupes dans les programmes en français à l'Université Laurentienne. Elle a réussi à faire adopter une motion demandant au gouvernement de soutenir l'éducation postsecondaire francophone dans le Nord de l'Ontario.

Josée était une alliée de la sénatrice Kim Pate et l'a aidée dans sa lutte de défense des droits des détenus. « Nous nous sommes découvert des atomes crochus dès son arrivée en Chambre. Son attitude positive, sa personnalité pleine d'entrain et son sourire lumineux étaient remarquables », se remémore la sénatrice Pate.

Selon la sénatrice Bev Busson, Josée « était une grande défenseure des droits des francophones, des droits de la personne en général, de l'égalité des sexes, des droits des autochtones » et elle était « une main de fer dans un gant de velours ».

Malgré des problèmes de santé, Josée a continué à participer aux délibérations du Sénat, notamment en poursuivant les réformes visant à moderniser les mandats des comités sénatoriaux. Josée a apporté une expertise précieuse et une expérience vécue au Sénat, ayant déjà été avocate à Sudbury et juge à la Cour des petites créances de la Cour supérieure de justice.

« Le Sénat a perdu une collègue et une Canadienne remarquable, la brillante et ravissante Josée Forest-Niesing. Pleine d'esprit, gracieuse, fervente défenseure de la communauté franco-ontarienne, des droits de la personne et de la justice sociale, elle a fait preuve de rigueur intellectuelle et de compassion dans tous les







L'hon. Bob Speller.



Larry Spencer.

débats », a souligné la sénatrice Paula Simons.

Elle était une grand-mère, une mère et une épouse aimante.

### Christian Ouellet 22 avril 1934 – 21 décembre 2021

Christian Ouellet, de Québec, est décédé le 21 décembre 2021, entouré de sa famille, à l'âge de 87 ans.

Christian a rempli deux mandats, de 2006 à 2011, en tant que député du Bloc Québécois, représentant la circonscription Brome—Missisquoi. Il s'est consacré aux questions environnementales, siégeant à la fois au Comité permanent des ressources naturelles et au Comité permanent de l'environnement et du développement durable. Il a également fait partie de nombreuses associations parlementaires et de groupes interparlementaires, notamment ceux qui défendent la collaboration entre le Canada et la Chine, le Canada et le Japon et le Canada et les États-Unis.

Il a été le porte-parole du Bloc pour le logement social.

En 2009, Christian a déposé un projet de loi d'initiative parlementaire visant à éliminer les délais de carence pour les prestations d'assurance-emploi. Pendant ses années au Parlement, Christian s'est engagé à consulter ses électeurs, ainsi que les communautés de sa circonscription et de la province de Québec et à prendre soin de les tenir au courant des questions importantes soulevées au Parlement.

Èn dehors de son service politique, Christian, titulaire d'une maîtrise en construction de l'Université de Manchester en Angleterre, était professeur et architecte. Il défendait les maisons écologiques et était actif dans le secteur du logement en tant qu'architecte, concepteur et bien plus.

« Il avait une passion pour la chose politique », a déclaré sa collègue et ancienne protégée, la députée Andréanne Larouche. Il était perçu comme un grand rassembleur et sa passion pour la politique inspirait les autres.

Christian laisse dans le deuil sa compagne de plus de 40 ans, Estelle Côté, ses fils, Simon, Louis-Martin et Vincent, et ses petits-enfants, Jordan, Roman et Fannie.

### Julian Reed 27 janvier 1936 – 6 janvier 2022

Julian Reed, de Norval, en Ontario, est décédé le 6 janvier 2022, à l'âge de 85 ans.

Tout au long de sa carrière politique, Julian a représenté ses électeurs à l'échelon fédéral et provincial.

De 1993 à 2004, Julian a représenté Halton à la Chambre des communes en tant que député du Parti libéral du Canada. Pendant cette période, il a été secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international.

Pendant qu'il était député l'opposition, Julian a fait partie du cabinet fantôme et a siégé à un certain nombre de comités, notamment le Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales, le Comité de l'environnement et du développement durable, le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, le Comité permanent des affaires autochtones et le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Sa longue expérience au sein de ces comités lui a permis de continuer à apporter son expertise dans ces sphères politiques qui le passionnaient, notamment les énergies renouvelables. Son expérience d'éleveur de porcs lui a également servi dans la politique du secteur agricole.

Avant de travailler en politique fédérale, Julian a été député libéral au parlement provincial de l'Ontario de 1975 à 1985.

« Il avait tout simplement un merveilleux sentiment d'appartenance à la communauté. Il aimait raconter des histoires. Il aimait parler. Il avait un grand sens de l'humour et était très aimable », se souvient son collègue, l'ancien premier ministre de l'Ontario David Peterson. C'était un bon vivant avec un « sourire contagieux », selon l'ancien ministre de l'Environnement fédéral Sergio Marchi. Il aimait profondément sa famille, la musique, l'agriculture et sa ville natale de Norval.

Julian laisse dans le deuil sa femme, Deanna, ses enfants Chris, Rob et Melanie, ses petits-enfants Elgin, Avery, Shannon et Weston et son frère Laurie.

### L'hon. Bob Speller 29 février 1956 - 16 décembre 2021

L'ancien ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et député de Haldimand—Norfolk—Brant, Bob Speller, est décédé à l'âge de 65 ans.

Le premier ministre Paul Martin garde un bon souvenir de Bob en disant : « Dès le début, il était le genre de personne à qui tout le monde demandait conseil lorsqu'un problème semblait sans issue. Ses conseils m'ont été précieux en tant que député, ministre de la Couronne et ami. »

Bob a été député au Parlement de 1988 à 2004. Il a fait partie du gouvernement libéral de Jean Chrétien en tant que secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international de 1998 à 2000. Il a présidé en 2001 le groupe de travail sur les voies de l'avenir dans l'agriculture du caucus de Jean Chrétien.

Il a fait partie de nombreux comités liés à l'agriculture, à l'acier et au commerce. Le très honorable Paul Martin l'a nommé ministre de l'Agriculture en 2003. Il s'est alors concentré sur les épidémies de maladie de la vache folle et de grippe aviaire. Il a dirigé l'initiative d'un programme d'aide aux agriculteurs touchés par l'épidémie de vache folle.

En tant que député de l'opposition, Bob a été porte-parole adjoint du commerce, porte-parole de la jeunesse et président du caucus libéral rural.

Bob était connu pour son dévouement à ses électeurs et grandes connaissances des questions agricoles.

« Nous sommes attristés par le décès de M. Bob Speller, ancien ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous nous joignons aux membres de la communauté agricole canadienne en cette période de deuil et afin de transmettre nos pensées à sa famille et à ses amis », a écrit sur Twitter Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Bob laisse dans le deuil son épouse Joan Mouland et ses deux enfants adultes, Christopher et Victoria.

### Larry Spencer 21 décembre 1941 - 14 mars 2022

Larry Spencer est décédé le 14 mars à l'âge de 80 ans.

Né à Stockton, dans le Missouri, Larry a grandi sur une ferme. Après avoir obtenu son diplôme d'études secondaires, il a travaillé pour la société Hallmark Cards pendant huit ans, puis comme ouvrier agricole. Il était propriétaire de Larry's Dairy et élevait son propre bétail dans sa ferme du Missouri.

Larry a ensuite étudié la théologie au Southern Baptist College de Walnut Ridge, en Arkansas. En 1970, il a commencé son premier pastorat. En 1974, il s'est installé au Canada pour travailler comme planificateur dans des églises à Regina, en Saskatchewan.

Il était à la tête de nombreux ministères et le planificateur de quatre églises canadiennes. Larry a fondé la Discovery Baptist Church à Regina en 1978 et y a été pasteur pendant 27 ans. Il a ensuite été au service de l'Église Baptiste du Calvaire.

Larry était impliqué dans l'Association Northern Lights et la Convention nationale baptiste canadienne. Il a également travaillé avec l'équipe de secours des Canadian Baptist Builders et avec la South Garland Church au Texas dans l'équipe de reconstruction/Habitat pour l'humanité.

En 2000, Larry a été élu à la Chambre des communes pour représenter Regina-Lumsden-Lake Centre sous la bannière de l'Alliance canadienne. Lorsque l'Alliance canadienne a fusionné avec le Parti progressiste-conservateur, Larry ne s'est pas joint à eux et est devenu indépendant. Il s'est présenté en tant qu'indépendant à l'élection fédérale suivante, en 2004, mais n'a pas été élu. De 2006 à 2008, Larry a été le président international du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada.

Larry a écrit un livre sur son expérience en tant que député, intitulé Sacrifice : Truth of Politics.

Larry manquera à son épouse, Betty, à sa fille, Olivia, et à son petit-fils Spencer.

### Ron Stewart 13 avril 1927 - 10 janvier 2022

Ron Stewart est décédé le 10 janvier 2022, à l'âge de 95 ans. Il était un politicien et un homme d'affaires invétéré.

Pendant ses années sur la Colline, Ron a été responsable du dépôt du projet de loi d'initiative parlementaire qui a mené à l'adoption de l'Ô Canada comme hymne national en 1980.

Né à Beeton, en Ontario, Ron a aban-



Ron Stewart.

pour aider son père à gérer l'entreprise familiale à Barrie. Il a ensuite exploité avec brio l'entreprise Stewart Wholesale Company Limited, dont il a ouvert cinq succursales, avant de la vendre en 1997. Ron est retourné à l'école à Wilfred Laurier, où il a obtenu un diplôme en sciences politiques en 1977.

En 1979, Ron a été le candidat du Parti progressiste-conservateur pour la circonscription de Simcoe South. Il a été élu et est resté en poste jusqu'en 1988. En tant que député de l'opposition en 1980, Ron était le porte-parole adjoint des petites entreprises et du tourisme. Après les élections de 1984, les conservateurs ont repris le pouvoir et Ron a été nommé secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics, puis secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements et des Services.

« Il était sociable, il aimait les gens et il était tellement optimiste. Sa présence illuminait la pièce! », se remémore sa fille Julie. Son fils Shane ajoute: « Il a toujours écouté sa conscience. Il suivait les conseils de ses électeurs et, surtout, il était honnête. Je pense que ce sont ces grandes qualités qui ont fait sa réussite en tant qu'homme politique. »

Ron laisse derrière lui sa femme Emma, quatre enfants, huit petits-enfants et trois arrière-petits-enfants.

### Maurice Tremblay 23 avril 1944 - 20 février 2022

L'ex-député Maurice Tremblay est décédé le 20 février 2022.

Né à Jonquière, au Québec, Maurice a été député de Lotbinière de 1984 à 1993 pour le Parti conservateur.

Maurice s'est intéressé au sport dès son plus jeune âge. Ses dix frères et sœurs lui ont appris à jouer au hockey en lui prêtant des pièces d'équipement. Il a joué au hockey junior pour les Marquis de Jonquière, et beaucoup ont affirmé qu'il aurait facilement pu se tailler une place dans la LNH. donné ses études au Waterloo College II était également un fervent joueur de



Maurice Tremblay.

football, occupant la position de receveur vedette pour les Carrabins de l'Université de Montréal, qui souhaitait l'envoyer à l'université aux États-Unis pour poursuivre ce sport. Il s'est même entraîné avec les Alouettes. Cependant, Maurice a choisi son rêve de pratiquer le droit en étudiant à l'Université de Montréal.

Maurice s'est spécialisé en droit du travail et en droits de la personne et est devenu membre du barreau du Québec en 1971. Il est devenu avocat en droit du travail pour Alcan, puis vice-président et avocat pour Vic Métal. Pendant ses années au Parlement, Maurice est devenu l'un des 16 étudiants internationaux à être acceptés à l'Institut de droit aérien et spatial de l'Université McGill.

En tant que président du Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des droits de la personne et de la condition des personnes handicapées, Maurice a eu l'honneur d'accueillir Nelson Mandela lors de son premier voyage international après ses 27 ans en prison. Il a également été l'hôte du Dalaï-Lama lors de sa visite au Canada. Il s'est rendu en Afrique à plusieurs reprises pour superviser divers processus démocratiques, comme des élections et des politiques en matière de droits de la personne.

En 1992, Maurice s'est établi à New York pour représenter le Canada auprès des Nations Unies pendant six mois.

Après avoir quitté le Parlement, Maurice a travaillé avec Boucher & Associés, puis a consacré dix ans de sa vie à Centraide. Au cours des neuf dernières années de sa vie, il travaillait six jours par semaine dans l'épicerie de sa fille, l'Épicerie de Grand-Pré.

Pendant ses études universitaires, il a rencontré sa femme Hélène Dupéré et ils ont eu deux enfants : Isabelle et Jean-Phillippe. Maurice a également eu trois petitsenfants, Louka, Janou et Béa. Ses enfants et petits-enfants étaient les amours de sa vie et de celle de sa femme.



L'hon. Bill Blaikie.

# Le jour où j'ai renversé trois sommités libérales en même temps

Par I'hon. Bill Blaikie

e hockey ne vient guère à l'esprit lorsqu'on pense à la vie d'un député. Néanmoins, le temps que j'ai passé à la Chambre m'a fourni un certain nombre d'occasions d'assouvir mon amour de toujours pour le sport de prédilection du Canada.

J'ai commencé à jouer au hockey à l'époque où on nous appelait les « Peewees » au lieu des « Timbits ». Après tout, je fais partie de la génération qui a commencé à regarder le hockey lorsqu'il n'y avait que six équipes et qu'il n'était pas rare que les Maple Leafs de Toronto gagnent une ou deux coupes Stanley. Il y a tellement d'équipes maintenant que j'ai du mal à les suivre. Des années plus tard, à l'Université Victoria à Toronto, je me suis amusé à jouer pour l'équipe de mon séminaire dans une ligue collégiale. Nous sommes restés au bas du classement des équipes toute la saison. Chaque fois que nous perdions contre l'équipe du commerce, nous avions l'habitude de plaisanter en disant que c'était Dieu contre Mammon, et que Mammon gagnait à nouveau. Peut-être était-ce un signe avant-coureur de ma future vie politique? Mais je m'éloigne du sujet.

Plusieurs choses me viennent à l'esprit lorsque je pense au hockey et à la Chambre.

Tour d'abord, j'ai eu l'occasion de travailler avec certaines vedettes du hockey de ma jeunesse, comme le député Ken Dryden et le sénateur Frank Mahovlich. Ils n'étaient pas les premiers joueurs de la LNH à siéger au Parlement. Avant mon passage à la Chambre, Howie Meeker et Red Kelly y avaient siégé, et peut-être d'autres dont j'ignore l'existence.

Puis, il y a eu la fois où la Coupe Stanley est venue sur la Colline, et j'ai pu la tenir brièvement – une belle photo à encadrer. Je pense que c'est peut-être à ce moment-là que j'ai rencontré Don Cherry, qui s'est dit que quelqu'un d'aussi grand que moi aurait été un bon joueur à avoir sur la ligne bleue.

En effet, mes premières années au Parlement m'ont donné plusieurs occasions d'être sur la ligne bleue. Il y a eu des parties pour des organismes de bienfaisance entre des députés et d'autres joueurs, entre des députés et des pages, et entre des députés eux-mêmes. Parfois, d'anciennes vedettes



Le jeune joueur de hockey Bill Blaikie et Rocket Richard.



Les députés Terry Sargeant, l'hon. Warren Allmand et l'hon. Bill Blaikie avec l'arbitre Doug Harvey (légendaire défenseur des Canadiens de Montréal) lors d'un match de hockey de charité en 1983.

de la LNH venaient à Ottawa pour arbitrer certaines des parties pour des organismes de bienfaisance. Le plus notable d'entre eux était Maurice « le Rocket » Richard, qui m'a donné une pénalité. Cela ne m'a pas empêché de me faire prendre en photo avec lui à la fin de la partie. Un autre arbitre notable était le légendaire défenseur montréalais, Doug Harvey.

Enfin, il y avait la partie de hockey annuelle en plein air entre les députés du gouvernement et de l'opposition sur le lac Dow à Ottawa pendant le festival d'hiver d'Ottawa, le Bal de Neige. Cette soirée semblait toujours être la plus froide de l'année. En février 1984, c'était les députés conservateurs et néo-démocrates contre les députés libéraux au pouvoir. Le gardien de but libéral était alors le futur premier ministre Jean Chrétien, qui aiguisait ses talents de déviation pour des considérations futures. Le gardien de but de l'opposition était Mike Wilson, qui allait devenir ministre des Finances après les élections de cette année-là. Je jouais à la défense, comme d'habitude.

Trois députés libéraux traversaient la glace sur une échappée, et par une combinaison d'événements, d'une manière ou d'une autre, ils ont semblé tous me percuter en même temps, ou c'est moi qui les ai percutés. Ils sont tous tombés, et je suis resté debout. Aucune métaphore politique n'est prévue, mais on peut en imaginer quelques-

unes. Quoi qu'il en soit, j'ai eu un grand sentiment de réussite personnelle, jusqu'à ce que mes côtes commencent à me faire mal dans les vestiaires après la partie. J'ai consulté le Dr Bruce Halliday, un des députés conservateurs de l'équipe. Il m'a conseillé d'aller me faire examiner aux urgences. Le bon docteur a été député d'Oxford de 1974 à 1993.

Mon ami et collègue, Terry Sargeant, député néo-démocrate de Selkirk—Interlake de 1979 à 1984, m'a emmené aux urgences du Campus Civic de l'Hôpital d'Ottawa, où j'ai passé une radiographie. On m'a dit que je n'avais que quelques contusions aux côtes et qu'elles guériraient en temps voulu. Nous sommes rentrés à temps pour la fin de la fête d'après-match. Les temps d'attente aux urgences étaient plus courts à l'époque.

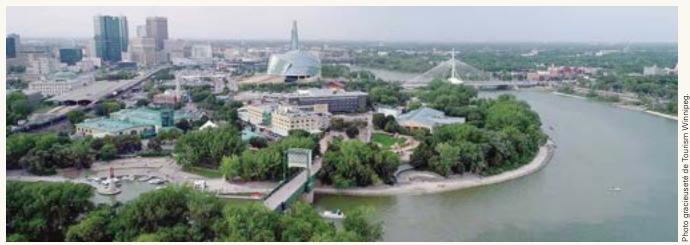
Les parties de hockey entre parlementaires représentaient l'occasion de faire preuve de camaraderie entre députés et de donner des mises en échec. J'en garde un bon souvenir. En conclusion, je dois faire remarquer que la plupart de mes collègues parlementaires étaient de bien meilleurs joueurs de hockey que moi. Personne ne m'a jamais dit sur la glace que j'avais raté ma vocation.

L'hon. Bill Blaikie a été député du Nouveau Parti démocratique pour la circonscription connue sous les noms de Winnipeg—Birds Hill, Winnipeg—Transcona, Transcona—Elmwood et Elmwood de 1979 à 2008.

Suite à la Colline Été 2022 Page 39

# Réunion régionale de Winnipeg

Veuillez prévoir une visite à Winnipeg pour assister à la réunion régionale de l'ACEP les 16-18 septembre 2022



Le Musée canadien pour les droits de la personne à La Fourche.



Qaumajuq.



Les jardins de la diversité.



Le nouveau Musée de l'aviation de l'Ouest canadien.



Le Jardin International de la Paix.

### Rejoignez-nous alors que nous explorons:

- Le magnifique Musée canadien des droits de la personne.
- Qaumajuq, la plus grande collection d'art inuit au monde à la Winnipeg Art Gallery.
- Le magnifique nouveau conservatoire de feuilles du parc Assiniboine et les jardins de la diversité.
- Le fascinant nouveau Western Canadian Aviation Museum.

### Il y aura également:

- Une célébration du jubilé de platine de la reine à Government House où le père de la reine, le roi George VI, a fait sa toute première émission de radio dans le monde.
- Une excursion d'une journée spéciale au Jardin international de la paix, le seul jardin au monde à cheval sur une frontière internationale et célébrant son 90e anniversaire. Il abrite la plus belle collection de plantes succulentes et de cactus d'Amérique du Nord.

Coprésidents de la tournée régionale : Robert-Falcon Oullette, Rod Bruinooge et Terry Sargeant.

Communiquez avec le bureau de l'ACEP par courriel (exparl@parl.gc.ca) ou par téléphone (613-947-1690 ou 1-888-567-4764), ou consultez le site Web (www.exparl.ca) pour en apprendre davantage.